

100^e
Depuis 1920

leNouvelliste

MEMBRE DE LA
COOPÉRATIVE
NATIONALE DE
L'INFORMATION
INDÉPENDANTE



Les écoles
à la conquête
de l'espace
PAGE 4



FRANCOEUR
*Un départ sur fond
de petite politique*
PAGE 10



ALARIE
*Lézards
en liberté*
PAGE 8



CLICHE
Désinfectant
PAGE 8



TURCOTTE
*LHJMQ: saisir
l'opportunité*
PAGE 22

Nos abonnés sont priés de noter que cette version de PressReader est offerte uniquement en format numérique. Seule l'édition du samedi comporte également une version imprimée.

LA TUQUE

FIN DU BARRAGE POLICIER LE 11 MAI

Les préfets de la région demandent aux gens d'être responsables face au retrait des barrages

PAGES 2 ET 7



ÉCOLES SECONDAIRES

UNE PÉTITION POUR UNE DERNIÈRE JOURNÉE

PAGE 5

BASEBALL
À LOUISIANA TECH

Raphaël Gladu sur l'équipe d'étoile de la dernière décennie

PAGE 20



SOMMAIRE

affaires	14 à 16
arts et spectacles	18-19
le monde	17
opinions	10-11
sports	20 à 21

INSOLITE

Covid, Corona et Lockdown, des prénoms désormais en vogue en Asie

MANILLE (AFP) — Au départ, il y a eu Corona Kumar, puis Covid Marie: au fil des jours, de plus en plus de parents ont donné à leur nouveau-né un prénom faisant allusion au coronavirus, visiblement indifférents aux conséquences à long terme de leur choix.

Quand Colline Tabesa a donné naissance le 13 avril à une petite fille à Bacolod, aux Philippines, elle a décidé en accord avec le père, John Tupas, d'exprimer toute sa gratitude après cet accouchement sans histoire. «Cette COVID-19 a causé des souffrances considérables à travers la planète», souligne M. Tupas, 23 ans, qui a souhaité que sa fille porte «un prénom qui nous rappelle que la COVID nous a épargnés». C'est pour cette raison que le nouveau-né est devenu Covid Marie.

Quelques semaines plus tôt, deux mamans du sud-est de l'Inde ont eu la même idée. Elle leur aurait été soufflée par un médecin de l'hôpital où leurs bébés ont vu le jour. L'une s'appelle désormais Corona Kumar et l'autre Corona Kumari.

«Je leur ai dit que cela aiderait à sensibiliser (les gens) à la maladie et à faire disparaître les préjugés qui l'entourent», explique le médecin, S.F. Basha.

«À ma grande surprise, elles ont accepté».

NOUS JOINDRE

RÉDACTION: 819 693-5464
redaction@lenouvelliste.qc.ca
opinions@lenouvelliste.qc.ca

ABONNEMENTS: 819 376-2000
abonnement@lenouvelliste.qc.ca

PUBLICITÉ: 819 693-5478
pub@lenouvelliste.qc.ca

PETITES ANNONCES: 819 378-8363
vendu@lenouvelliste.qc.ca

NÉCROLOGIE: 819 378-8363
necrologie@lenouvelliste.qc.ca

Le barrage policier devrait être levé le 11 mai à La Tuque

AUDREY TREMBLAY
audrey.tremblay@lenouvelliste.qc.ca

LA TUQUE — Le barrage policier, érigé au kilomètre 84 de la route 155 à La Tuque, devrait être levé le 11 mai. C'est la vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, qui en a fait l'annonce lors du point de presse quotidien du gouvernement du Québec.

Le plan de déconfinement des régions a été dévoilé, mercredi. Certains barrages seront levés dès la semaine prochaine, mais du côté de La Tuque ce sera le 11 mai. Les autorités demandent toutefois aux citoyens de ne pas se déplacer d'une région à l'autre malgré la levée des barrages.

Le gouvernement a également fait savoir que la situation pourrait toutefois être modifiée selon l'évolution épidémiologique et les recommandations de la Santé publique.

«Il faut toujours garder en tête que même si on déconfiner le territoire de La Tuque, il va falloir que les gens soient respectueux quand même des consignes qui ont été émises et qui demeurent. La distanciation sociale est importante et le lavage de mains», a lancé la députée de Lavolette-Saint-Maurice, Marie-Louise Tardif.

Quant aux villageois qui ont manifesté en grand nombre le souhait de vouloir se rendre dans leurs chalets du côté de La Tuque, ils pourront le faire selon la députée.

«Alors là, on leur donne l'autorisation d'aller à leur chalet, mais pas d'en louer un à Pierre Jean Jacques. Ils peuvent aller chez



Le barrage policier sera levé le 11 mai à La Tuque. —PHOTO: AUDREY TREMBLAY

eux. On demande aux gens qui changent de région et qui s'en vont dans une région qui était confinée de faire leur épicerie avant. On leur demande de s'assurer qu'ils ont tout et de planifier leur séjour. Idéalement, il ne faudrait pas aller à l'épicerie pour les premiers temps à La Tuque. Puis rendu au chalet, ce n'est pas le temps d'inviter les amis», a indiqué Marie-Louise Tardif.

«L'important, c'est toujours le respect des consignes», insiste-t-elle. La députée ajoute toutefois que la situation est évaluée au jour le jour et presque d'heure en heure.

«Entre maintenant et le 11 mai, la situation peut changer. [...] S'il y a des abus également, on pourrait refermer la région», lance-t-elle.

La pêche et la chasse sont également permises, les amateurs pourront se déplacer à La Tuque pour pratiquer leur sport après la levée

du point de contrôle.

«On s'attend à ce que ce soit fait de façon intelligente», note la députée.

Par contre, aucune consigne n'a encore été prise quant aux pourvoies, qui sont très nombreuses sur le territoire de la Haute-Mauricie.

Quant aux communautés autochtones, la députée de Lavolette-Saint-Maurice souligne qu'elles ne lèveront pas nécessairement leur point de contrôle en même temps qu'à La Tuque.

La Ville de La Tuque a décidé de ne pas commenter la situation, mercredi. Le maire Pierre-David Tremblay voulait d'abord réunir le comité des mesures d'urgence Covid-19 et le conseil municipal pour faire le point sur cette annonce. Le maire devrait réagir jeudi.

À la Chambre de commerce et

d'industrie du Haut Saint-Maurice (CCIHSM), on s'est davantage réjoui de l'annonce de la réouverture des commerces, mais on pense que de lever le barrage était un passage obligé pour l'économie locale.

«Les passants seront les bienvenus dans nos commerces, ils font partie de l'économie locale. Ils seront bienvenus tant qu'ils vont respecter les consignes établies par le gouvernement», insiste la directrice générale de la CCIHSM, Karine Rochette.

Cette dernière assure qu'avec le système de livraison mis en place par la CCIHSM, les citoyens ont dépensé localement plus que jamais. Elle souhaite d'ailleurs que les citoyens de la Haute-Mauricie gardent ces habitudes malgré la levée du barrage. «On espère que nos gens vont continuer à dépenser chez nous», a-t-elle conclu.

La Prestation canadienne d'urgence en prison

GABRIEL DELISLE
gabriel.delisle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Des détenus du Centre de détention de Trois-Rivières ont reçu des chèques de la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Les agents carcéraux ont d'ailleurs intercepté au moins deux de ces chèques, selon ce que rapporte Radio-Canada Mauricie.

Mise en place par le gouvernement fédéral, la PCU est destinée aux travailleurs qui se retrouvent sans revenus en raison de la pandémie.

En raison des circonstances exceptionnelles que nous vivons

actuellement, les demandes de prestation de la PCU sont simplifiées, en comparaison d'une demande à l'assurance emploi. Il est aussi possible de recevoir les 500 \$ par semaine par dépôt bancaire.

Or, des détenus semblent avoir été tentés de profiter de la situation. «

Ça arrive fréquemment que des gens incarcérés tentent de profiter du système. On le voit parfois avec l'aide sociale ou le chômage qui ne peuvent pas être perçus durant la détention. Les gens tentent de passer outre les règles», a expliqué à Radio-Canada Mathieu Lavoie, le président du Syndicat des agents

de la paix en services correctionnels du Québec.

«Dans ce cas-ci, les agents ont effectivement découvert et saisi les chèques de la prestation d'urgence pour éviter que les détenus ne puissent les percevoir, car c'est un acte frauduleux.»

Confirmant que des chèques de PCU ont été reçus au centre de détention de Trois-Rivières, le ministère de la Sécurité publique affirme qu'il ne s'agit pas des seuls cas du genre. «Des cas similaires ont également été signalés dans d'autres établissements de détention. Les chèques ont été saisis et des vérifications seront effectuées avec le fédéral pour éviter des cas

de fraude», a déclaré le ministère à Radio-Canada.

Dès l'annonce de la création de la PCU, le gouvernement fédéral avait avisé la population de ne pas tenter une fraude, car des vérifications seront effectuées par l'Agence de revenu du Canada. Les personnes fautives devront rembourser les sommes versées en trop.

Les agents carcéraux ont découvert que des chèques de la PCU ont été envoyés à des détenus, car le courrier est inspecté de façon systématique.

Cette mesure vise, entre autres, à contrer le trafic de drogues et autres produits interdits en centre de détention.

RÉOUVERTURE DES RÉGIONS

Les Québécois doivent «continuer à être obéissants»

OLIVIER BOSSÉ

obosse@lesoleil.com

Les régions du Québec rouvriront par étape, à compter de lundi. Mais les déplacements non essentiels restent à éviter et les rassemblements toujours interdits.

«Si on devait constater que la courbe de contagion reprend de plus belle, si les prévisions devaient s'assombrir, si la situation devait se détériorer, on n'hésitera pas à repousser des réouvertures», a prévenu la vice-première ministre du Québec et ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, lors du point de presse gouvernemental de mercredi.

Comme les barrages routiers érigés depuis un mois aux portes des régions du Québec relèvent de son ministère, Mme Guilbault remplaçait le premier ministre entre la ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann, et le directeur national de santé publique, Horacio Arruda.

François Legault sera de retour au rendez-vous jeudi, tandis que le point de presse fera relâche autant vendredi que la fin de semaine.

«C'est important de comprendre que tous ces plans-là, toute cette planification est tributaire de la discipline à laquelle on va continuer de se soumettre. Mais les Québécois sont exemplaires depuis le début. Donc, je leur demande de continuer à être obéissants et de se conformer aux directives de santé publique, malgré les annonces de réouverture graduelle qui sont faites depuis trois jours. [...] Il ne faut surtout pas voir, dans cette étape de déconfinement très graduel, un synonyme de



La ministre de la Sécurité publique et vice-première ministre, Geneviève Guilbault, a exhorté les Québécois à continuer de respecter les règles de distanciation sociale même si le déconfinement va commencer la semaine prochaine.

— PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

relâchement», a insisté Mme Guilbault, d'un autoritaire.

Voici donc quand les contrôles policiers sur les routes reliant certaines régions seront retirés :

4 mai
Chaudière-Appalaches, Laurentides, Lanaudière, Rouyn

11 mai
Saguenay—Lac-Saint-Jean, Outaouais (sauf Gatineau), Abitibi, La Tuque

18 mai
Bas-Saint-Laurent, Charlevoix, Gaspésie, Côte-Nord, Îles-de-la-Madeleine

Aucune date n'a été arrêtée pour Gatineau, le Nord-du-Québec, la Basse-Côte-Nord, la Minganie, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James, régions encore considérées comme vulnérables aux assauts du virus.

79 NOUVEAUX DÉCÈS

Pendant que le gouvernement dévoile un peu plus chaque jour son plan de déconfinement qui s'amorce lundi prochain, le nombre de cas et de décès dus à la COVID-19 continue d'augmenter. Surtout à Montréal et particulièrement dans ses centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD).

Des 26 594 cas maintenant recensés jusqu'ici au Québec, 837 de plus que la veille, 1761 personnes ont succombé au nouveau coronavirus. Donc 79 nouveaux morts en 24 heures.

Le Dr Arruda prédit par contre que le nombre quotidien de nouveaux décès s'apprête à diminuer «de façon significative» dès la fin de la semaine, à cause du retard actuel dans le système de calcul.

Dans l'ensemble des hôpitaux,

la situation s'avère assez stable avec 1648 patients atteints de la COVID-19 alités, dont 222 aux soins intensifs.

Mais la situation se complique avec des éclosions dans quelques zones chaudes, comme dans le quartier Montréal-Nord et à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, tout près, qui accueille 165 malades de la COVID-19.

«PRUDENTS, DOCILES ET DISCIPLINÉS»

Ce qui a poussé encore plus la vice-première ministre à appuyer son discours sur l'effort toujours aussi nécessaire de la part des Québécois. Le mot discipline est revenu sept fois dans son allocution d'ouverture.

«Si on est prudents, si on est dociles et si on est disciplinés, on va réussir ce plan de réouverture des régions comme on va réussir les autres plans de réouverture d'autres secteurs du Québec sans relancer la pandémie. Donc, c'est l'objectif : relancer le Québec sans relancer la pandémie», a martelé Mme Guilbault.

Les déplacements superflus entre régions s'avèrent donc toujours proscrits.

Et les rassemblements en tous genres aussi. «Marcher à distance de deux mètres ou être devant le garage, un ou l'autre, c'est une autre chose différente que de se retrouver ensemble autour d'une table, dans un repas, où il y a de la manipulation d'objets, etc. Et où souvent, on va avoir tendance à oublier qu'on est à deux mètres», explique le Dr Arruda.

«Si on est capables de passer à travers certaines étapes puis [d'obtenir] une documentation épidémiologique où il n'y a pas tant de circulation que ça, ce sera des activités

qu'on va vouloir qu'elles reprennent, mais toujours avec une prudence. Un repas, ce n'est pas marcher à côté [de l'autre] ou ce n'est pas se parler entre voisins dans la rue.»

«IDÉALEMENT PAS TROP DE DÉCÈS»

Des questions perdurent sur la capacité du système de santé dans certaines régions. Qui ont l'avantage d'avoir pu se préparer et d'«avoir appris de Montréal», affirme la ministre de la Santé, Mme McCann, assurant que personnel et équipement de protection sont en place partout. «Il faut que la capacité de traitement soit au rendez-vous dans les centres hospitaliers, confirme le Dr Arruda. Parce que c'est clair qu'en faisant des déconfinements, on va avoir probablement, on le sait, des cas, idéalement pas trop de décès. C'est ce qu'on souhaite, surtout si les gens qui sont à risque restent là. Donc, il faut qu'il y ait un contrôle en milieu de soins, mais aussi un contrôle en milieu communautaire.»

Le directeur national de santé publique du Québec a aussi révélé que le taux de contagion moyen des personnes touchées par la COVID-19 dans les régions bientôt déconfinées est inférieur à une par malade.

«Les régions qui ont été moins touchées ont appris, ont mis en place ces protocoles, ces nouvelles mesures qui protègent, et on a prévu une capacité. Mais on compte sur la population pour appliquer les mêmes consignes, parce que si on voyait qu'il y avait une augmentation significative, on serait obligés de refermer le robinet», a illustré la ministre McCann.

Les enfants pourront-ils êtreindre mamie et papi? Peut-être, dit finalement le docteur Horacio Arruda

QUÉBEC (PC) — Les grands-parents du Québec pourront peut-être, finalement, serrer leurs petits-enfants dans leurs bras bientôt.

La semaine dernière, le premier ministre François Legault avait clairement indiqué que les aînés allaient devoir renoncer aux étreintes de leurs petits-enfants, par crainte d'une transmission éventuelle du coronavirus.

Toutefois, le directeur national de la santé publique, Horacio Arruda, a envoyé un autre signal mercredi.

En conférence de presse pour faire le point sur la pandémie, il a commenté la décision toute récente de la Suisse, qui estime qu'il est maintenant sécuritaire pour les enfants en bas âge de faire une accolade à leurs grands-parents. Selon le chef de la direction des maladies infectieuses de la Confédération helvétique, le docteur Daniel Koch, les scientifiques ont démontré que les jeunes enfants ne transmettent pas le coronavirus.

Contrairement au constat pour

d'autres maladies comme l'influenza, dans le cas de la COVID-19, les enfants ne seraient donc pas «des générateurs, des incubateurs à microbes, qui transmettent beaucoup», a commenté M. Arruda. «On surveille ça de très près avec nos scientifiques. On veut avoir quand même une certaine assurance (sur cet enjeu) avant (d'autoriser des retrouvailles). Mais c'est sûr que, dès qu'on a une évidence qu'il y a peu de risque, puis qu'on peut le faire adéquatement, on va le faire.»

Les autorités de la santé publique

entendent donc surveiller les effets du déconfinement de l'économie, ainsi que la reprise des classes et des services de garde. Si la propagation ne reprend pas de plus belle en affectant les personnes vulnérables comme les aînés, les consignes pourraient donc être assouplies. «On va voir ce qui va se passer en matière de transmission parce qu'on va faire des tests aussi sur ces populations-là, puis on pourra voir quelle est la transmission dans la famille ou ailleurs, a conclu M. Arruda. Ça va nous

permettre de documenter, en terrain québécois, ladite chose.»

Les déclarations du Dr Koch ont suscité une certaine confusion en Suisse. Il a autorisé les aînés à prendre leurs petits-enfants dans leurs bras, mais il leur a recommandé de ne pas les garder et d'éviter les contacts avec les parents, pour éviter le mélange des générations.

La semaine dernière, M. Legault avait déconseillé «pour un certain temps» aux personnes de plus de 60 ans de serrer leurs petits-enfants.

Les écoles à la conquête de l'espace!

«C'est tout un défi pour une situation qui est sans précédent»

BRIGITTE TRAHAN

brigitte.trahan@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Ces jours-ci, tant dans les écoles privées que dans les commissions scolaires de la région, on est à la conquête de l'espace. Pas celui de l'astronaute David St-Jacques, bien entendu, mais plutôt l'espace qui permettra de n'avoir que 15 élèves par classe, de n'avoir qu'un élève par banc aux deux bancs dans les autobus scolaires et assez de superficie pour éviter les contacts entre enfants dans les cours de récréation.

À la Commission scolaire du Chemin-du-Roy, en ce moment, «toutes les options sont sur la table et ça travaille fort», raconte la porte-parole, Anne-Marie Bellerose. Des communications sont envoyées aux parents par les trois commissions scolaires de la région afin que très rapidement, on sache exactement le nombre d'élèves du primaire qui seront de retour à l'école, le 11 mai.

Ce nombre fera foi de tout.

Aura-t-on besoin de plus d'autobus scolaires pour les transporter? Combien de locaux seront nécessaires pour n'avoir que 15 élèves par classe? Faudra-t-il envoyer les élèves de 5^e et 6^e années dans l'école secondaire de leur secteur pour avoir assez de classes? Et pour les cours d'éducation physique, que fait-on? Pas question de faire bouger 15 élèves en même temps dans un gymnase. Les cours de récréation seront-elles assez grandes pour assurer la distanciation des élèves? Faudra-t-il répartir les heures de récréation pour éviter les contacts trop rapprochés? En ces années où les commissions scolaires se plaignent d'être en manque d'effectifs, comment va-t-on s'assurer d'avoir tout le personnel nécessaire pour s'occuper de chacun des groupes de 15 élèves? Aura-t-on recours aux stagiaires universitaires?

Voilà autant de questions avec lesquelles jonglent présentement les commissions scolaires et les écoles privées. «C'est tout un défi pour une situation qui est sans précédent. C'est un véritable jeu de Tetris», résume Mme Bellerose.

Le directeur de la Commission scolaire de l'Énergie, Denis Lemaire, envisage non seulement d'avoir recours à des locaux dans



Les défis sont nombreux en vue du retour en classe des élèves du primaire à compter du 11 mai.

— PHOTO: FRANÇOIS GERVAIS



Caroline Melançon, de l'école privée Vision, profitera de l'occasion pour faire un projet de classe extérieure.

— PHOTO: FRANÇOIS GERVAIS

des écoles secondaires, selon le nombre d'élèves qui reviendront, mais aussi à du personnel provenant des écoles secondaires. «Une trentaine ont déjà levé la main», dit-il.

À la Commission scolaire de la Riveraine, «en fonction du nombre d'élèves qui seront de retour, diverses avenues sont évaluées, notamment l'utilisation de locaux libres dans les écoles primaires, la réorganisation des groupes-classes, ce qui pourrait permettre aux élèves de demeurer dans leur école, ou encore l'utilisation des classes des écoles secondaires si cela devient nécessaire», indique la secrétaire générale, Émilie Guay.

L'école privée Vision de Trois-Rivières mise sur son vaste campus

et sa forêt pour réussir le processus de déconfinement graduel et le retour à l'école des enfants du primaire. La nature servira d'espace supplémentaire pour étaler les groupes.

Cette école privée avait déjà un projet pilote pour faire la classe à l'extérieur. Ce retour à l'école avec distanciation sociale est le meilleur moment de le mettre à exécution, fait valoir, la directrice, Caroline Melançon.

Du côté du Collège Marie-de-l'Incarnation, le fait que les élèves du secondaire n'entreront qu'en septembre confère un net avantage pour les locaux afin d'assurer la distanciation sociale, indique la directrice, Élisabeth Jourdain. Certains élèves du primaire investiront

probablement le secteur du secondaire jusqu'en juin.

Pour les écoles qui n'ont pas cette chance, l'entraide sera au rendez-vous. La directrice de l'école secondaire Keranna, Julie L'Heureux, entend offrir ses locaux, déserts jusqu'en septembre, aux classes du primaire qui en auront besoin.

Pour le transport scolaire, «on est en discussions là-dessus. C'est sûr que les transporteurs vont demander certains systèmes de protection», prévoit Mme L'Heureux qui est porte-parole des écoles privées de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

D'ailleurs, la Fédération des transporteurs scolaires soulignait, mercredi, que 54 % des conducteurs sont âgés de 60 ans et plus. Il

faudra donc des directives claires de la Santé publique, demande la Fédération.

Pour les écoles privées, la situation ne devrait pas donner lieu à une multiplication du nombre d'autobus, car dans la plupart d'entre eux, il y avait déjà un mélange d'enfants du primaire et du secondaire, indique Mme L'Heureux. Ceux du secondaire étant absents, ça laisse de la place pour les plus jeunes qui retourneront à l'école à partir du 11 mai, explique-t-elle.

«Il va falloir être très clair dans ce qu'on va dire aux parents et à notre personnel. Il ne faut pas manquer notre coup.»

À la Commission scolaire du Chemin-du-Roy, toutefois, de nombreux élèves du secondaire empruntaient les autobus de la STTR pour se rendre à l'école. Ça ne donne donc pas plus de places libres dans les autobus jaunes pour les plus jeunes.

Pour Élisabeth Jourdain, la situation représente également «un très grand enjeu de ressources humaines». Je ne peux laisser 15 élèves tout seuls et déplacer un enseignant entre deux locaux. Ça devient un peu compliqué. On a une réorganisation à faire», prévoit-elle.

Julie L'Heureux croit d'ailleurs qu'il faudra mettre l'organisation habituelle «à la poubelle», bref, faire autrement. Les groupes pourront être supervisés à la fois par les titulaires et, à d'autres moments, par les spécialistes.

Quant à la période de récréation, là où les jeunes risquent le plus d'échapper à la consigne de distanciation, «il faudra que les écoles soient créatives», dit-elle.

Pour Mme Jourdain, le retour en classe «n'est pas tant un enjeu organisationnel ou de ressources humaines, quoi que ce soit très important. Je vois plutôt un gros enjeu de communication», fait-elle valoir.

«Il va falloir être très clair dans ce qu'on va dire aux parents et à notre personnel. Il ne faut pas manquer notre coup. On a reçu des communications lundi du ministère de l'Éducation et il faut fouiller», déplore-t-elle, pour avoir de l'information.

Par exemple, les cafétérias devront être fermées de même que les bibliothèques et gymnases. Il faut que les jeunes apportent leur repas. «Les familles doivent comprendre que c'est un travail d'équipe», dit-elle.

Juste une journée

Les finissants du secondaire signent une pétition pour pouvoir se rassembler une dernière fois

MARTIN LAFRENIÈRE

martin.lafreniere@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Quatre élèves de cinquième secondaire de l'Institut secondaire Keranna demandent au gouvernement Legault de rouvrir, l'instant d'une journée, les écoles secondaires du Québec uniquement pour les finissants afin que ces derniers puissent fermer sur une meilleure note un chapitre de leur vie. Et pour parvenir à convaincre le premier ministre d'acquiescer à leur demande, ces élèves ont lancé mardi une pétition qui a récolté plus de 2800 signatures en moins de 24 heures sur le site change.org.

Confinés à la maison depuis le 12 mars, les élèves Florence Farrier, Malory Lacroix, Jonathan Boivin et Benjamin Allard sont les instigateurs de la pétition intitulée «Une seule journée, est-ce trop demandé?»

Les quatre finissants de cette école privée de Trois-Rivières veulent avoir une dernière occasion de côtoyer leurs amis et leurs enseignants, un rendez-vous qui sera un au revoir pour la plupart d'entre eux, car le gouvernement



Jonathan Boivin, Florence Farrier et Benjamin Allard sont trois des quatre instigateurs de la pétition demandant au gouvernement du Québec d'ouvrir les écoles secondaires une journée d'ici la fin de l'année scolaire pour permettre aux élèves et au personnel de se rencontrer une dernière fois. — PHOTO: FRANÇOIS GERVAIS

«C'est pour revoir les professeurs et l'équipe de l'école qui nous ont suivis durant cinq ans, en plus de revoir nos amis d'une autre façon que par Facebook. Le secondaire, c'est une étape dans une vie avant de passer au collégial. C'est le passage à l'âge adulte. C'est la dernière année, les derniers moments avec nos amis. On a été abruptement coupé de toutes relations sociales et de contacts avec nos amis et nos profs.»

Legault a annoncé que les élèves du secondaire reprendront le chemin des classes en septembre.

«J'ai écouté le point de presse de M. Legault, lundi, et je trouvais ça plate qu'en mars, ça a été notre dernière journée de classe. Si le gouvernement peut ouvrir les

écoles primaires et les garderies, on pourrait certainement avoir une journée pour les finissants du secondaire. On a la maturité et la capacité de comprendre la distanciation sociale et de respecter les consignes de la santé publique», raconte Jonathan Boivin.

Benjamin Allard comprend bien que le gouvernement doit gérer un paquet de dossiers en cette crise du coronavirus. Il croit toutefois que la demande est raisonnable.

«Pour une journée, il y a moyen de s'arranger. Pour moi, c'est

symbolique. Je ne peux pas passer à côté de ça. Il y a notre album (de finissants) qui est en train d'être finalisé, on voulait signer les albums en apportant tous notre crayon. C'est important de revoir les gens. Si on n'a pas ça, il va manquer quelque chose.»

Jonathan Boivin est du même avis.

«C'est pour revoir les professeurs et l'équipe de l'école qui nous ont suivis durant cinq ans, en plus de revoir nos amis d'une autre façon que par Facebook. Le secondaire, c'est une étape dans une vie avant de passer au collégial. C'est le passage à l'âge adulte. C'est la dernière année, les derniers moments avec nos amis. On a été abruptement coupé de toutes relations sociales et de contacts avec nos amis et nos profs.»

Les instigateurs ignorent la date à laquelle ils vont remettre la pétition au premier ministre, car leur initiative a été lancée il y a quelques heures à peine. Aucune date n'a été fixée quant à la tenue de cette journée. Ils aimeraient que cela se passe en juin si la situation de la COVID-19 s'y prête, évidemment.

Lors du point de presse quotidien présenté mercredi par le gouvernement du Québec, la vice-première ministre Geneviève Guilbaut a déclaré avoir perçu la déception des finissants de ne pas avoir l'occasion de revoir leurs amis et leurs professeurs ni d'avoir droit à un bal.

«Je veux remercier les finissants pour leur compréhension et leur discipline pendant cette crise. Je veux aussi leur dire qu'avec le ministère de l'Éducation, on travaille présentement à trouver une façon de souligner votre graduation et votre diplomation malgré le contexte actuel.»

CLOUTIER-DU RIVAGE

Sept nouveaux employés infectés

GABRIEL DELISLE

gabriel.delisle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — L'écllosion de COVID-19 à l'Unité de courte durée gériatrique (UCDG) Cloutier-du Rivage continue d'affecter le personnel. Selon le plus récent bilan du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ), cette UCDG de Trois-Rivières compte douze employés infectés par le coronavirus, soit

une augmentation de sept en 24 heures.

L'augmentation des cas chez les résidents de l'UCDG Cloutier-du Rivage est toutefois bien moins marquée. On dénombre douze cas, alors qu'il en avait onze mardi. En tout, ce sont donc 24 personnes de cette UCDG qui ont contracté la maladie. Un cas aurait aussi été détecté au CHSLD Cloutier-du Rivage. Il a toutefois été impossible mercredi d'avoir des informations du CIUSSS à ce sujet.

Le CIUSSS MCQ indique également dans son rapport quotidien

que la région doit ajouter trois personnes, dont un résident du CHSLD Laflèche, à la liste des victimes de la pandémie. Cela porte donc le nombre de décès à 96.

Véritable épicerie de la pandémie dans la région durant plusieurs semaines, le CHSLD Laflèche a vu pas moins de 43 de ses résidents être emportés par la COVID-19. Heureusement, la situation s'améliore grandement et le nombre de résidents guéris augmente sans cesse. «C'est avec enthousiasme que nous vous annonçons que 32 nouveaux des résidents

sont rétablis de la COVID-19 au CHSLD Laflèche pour un total de 45. La bonne nouvelle a été communiquée aux proches des résidents. Nos employés souligneront le tout avec nos résidents cette semaine», mentionne Kellie Forand, agente d'information au CIUSSS MCQ.

Globalement, la Mauricie et le Centre-du-Québec comptent 1232 cas de COVID-19, soit une augmentation de 20 par rapport à la veille. Les nouveaux cas proviennent toutefois exclusivement du réseau de la santé, car seuls

les professionnels de la santé et les patients sont testés. De plus, 68 personnes, dont une aux soins intensifs, étaient hospitalisées mercredi en raison de la COVID-19, ce qui correspond à une diminution de trois par rapport à mardi.

Le CIUSSS MCQ a également publié mercredi le bilan hebdomadaire de la pandémie dans la région. On y apprend que sur 54 % des 1232 personnes infectées sont considérées comme rétablies de la maladie. Les 96 décès enregistrés dans la région correspondent donc à un taux de mortalité de 8 %.

AIDE ALIMENTAIRE

En forte demande... et ce n'est pas fini

GUY VEILLETTE

guy.veillette@lenouvelliste.qc.ca

SHAWINIGAN — La Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie observe une hausse de la demande d'aide alimentaire depuis le début de la crise de la COVID-19, mais la directrice, Marie-Pier Drouin, craint qu'il ne s'agisse que de la pointe de l'iceberg. L'été risque de réserver de bien mauvaises surprises.

«Pour le moment, il existe un filet social avec des aides d'urgence qui sont assez accessibles», rappelle-t-elle. «Le déconfinement commence et on risque d'échapper des gens. Moisson Mauricie nous a avertis que ce n'est pas nécessairement maintenant que la demande explosera. En juin ou en juillet, ce n'est pas impossible qu'on voie apparaître une nouvelle hausse. La crise qui va suivre la COVID va sans doute durer plus longtemps que la période de confinement, ce qui aura un impact à long terme sur les populations plus vulnérables.»

Normalement, Partage Centre-Mauricie, le Centre d'action bénévole de Grand-Mère et l'Armée du salut distribuent 300 paniers par semaine aux ménages les plus démunis dans quatre comptoirs alimentaires. Depuis le début de la crise, cette moyenne a augmenté à 340. «En temps normal, au début du mois, ça peut baisser à 275, mais à la dernière semaine du mois, on peut monter à 400»,



Marie-Pier Drouin, directrice de la Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie. — PHOTO: SYLVAIN MAYER

précise Mme Drouin.

La directrice a observé que l'augmentation de la demande ne s'était pas manifestée dès le début de la crise.

«À partir de la troisième semaine de confinement, nous avons vu une hausse», analyse-t-elle. «Depuis environ deux semaines, c'est stable.»

Cette hausse d'un peu plus de 10 % par rapport au début mars se gère assez bien pour le moment. Le défi, fait remarquer Mme Drouin, consiste plutôt à s'attarder encore

davantage aux familles qui vivaient déjà en situation de vulnérabilité.

En effet, les mesures de confinement ont bouleversé bien des habitudes. Par exemple, les enfants ne peuvent avoir accès au soutien alimentaire de leur école, ce qui entraîne la préparation d'un repas supplémentaire à la maison. La fermeture des cuisines collectives et l'impossibilité d'organiser des repas en groupe avec la famille élargie représentent d'autres difficultés à surmonter pour les budgets serrés.

«Il faut bonifier les paniers déjà existants», indique Mme Drouin. «La nouvelle réalité a beaucoup d'impact pour les gens qui vivaient déjà une situation de vulnérabilité. On n'aide pas beaucoup plus de personnes, mais ceux qu'on aidait déjà, il faut les aider encore plus.»

«La nouvelle réalité a beaucoup d'impact pour les gens qui vivaient déjà une situation de vulnérabilité. On n'aide pas beaucoup plus de personnes, mais ceux qu'on aidait déjà, il faut les aider encore plus.»

Voilà pourquoi la CDC du Centre-de-la-Mauricie sollicite l'appui de la communauté dans ces moments difficiles. Après Delastek lundi, les Caisses Desjardins du Centre-de-la-Mauricie viennent d'annoncer une contribution de 22 500 \$ pour bonifier les paniers préparés par les organismes d'aide alimentaire. À noter que la distribution de ces denrées est assumée par des employés de la Ville de Shawinigan.

«Ce montant servira à l'achat de fruits et de légumes frais, d'œufs et de viande», précise Mme Drouin. «Nous pourrions ainsi bonifier les paniers fournis par Moisson Mauricie.»

UQTR

Plus de 1760 étudiants ont reçu de l'aide financière

BRIGITTE TRAHAN

brigitte.trahan@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Ce sont 1762 étudiants en situation précaire de l'UQTR qui ont reçu, à ce jour, de l'aide financière du Fonds d'urgence COVID-19 lancé le 30 mars dernier.

Ce fonds vient de franchir le cap des 400 000 \$ grâce à la contribution récente du Syndicat des chargés de cours de l'UQTR, du département des sciences infirmières et du département des langues modernes et de traduction qui s'ajoutent à celles de nombreux partenaires internes et corporatifs ainsi qu'aux dons individuels versés par quelque 200 donateurs.

Pour les 1762 demandes acceptées, 347 397\$ ont été versés, ce qui représente une aide moyenne de 197 \$ par étudiant. Le montant initial avait été établi à 90 \$ pour deux semaines auquel s'ajoute une somme de 35 \$ par enfant. Ce montant avait été établi selon les données de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques sur le revenu variable par région 2019 indexé pour 2020.

La majorité des étudiants qui ont bénéficié du soutien habitent à Trois-Rivières, mais le fonds est également venu en aide à des étudiants du campus de l'UQTR à Drummondville et des dix centres universitaires de l'UQTR situés un peu partout au Québec.

Il est encore possible de faire un don (www.uqtr.ca/fondation) et aux étudiants de bénéficier de l'aide en s'inscrivant au www.uqtr.ca/covid19.

DOYEN AU DÉCANAT DES ÉTUDES

Le conseil d'administration de l'UQTR vient par ailleurs de renouveler le mandat d'Adel Omar Dahmane à titre de doyen au décanat des études. À ce titre, il est responsable du développement et du fonctionnement des études aux trois cycles de l'établissement.

En plus de gérer le personnel et le budget du décanat, M. Dahmane participe à la gestion des ressources de l'organisation des activités aux trois cycles d'études.

Promu au poste de directeur du département de génie électrique et informatique, en 2011, il a également occupé les fonctions de vice-président aux affaires universitaires du Syndicat des professeur(e)s. Il est doyen des études depuis le 16 mai 2016.

MOISSON MAURICIE—CENTRE-DU-QUÉBEC

Dernier droit pour la Grande Collecte virtuelle

AUDREY TREMBLAY

audrey.tremblay@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La Grande Collecte virtuelle de Moisson Mauricie / Centre-du-Québec se terminera en même temps que le mois d'avril, jeudi. L'organisme s'approche de plus en plus de l'objectif de 40 000 \$. Mercredi, 36 300 \$ avaient été amassés.

L'argent est amassé via des dons effectués en ligne et par message texte. Il faut dire que la présente édition de la traditionnelle Grande Collecte printanière a été quelque



La Grande Collecte virtuelle de Moisson Mauricie-Centre-du-Québec se termine jeudi. — PHOTO: ARCHIVES

peu dérangée par la pandémie de COVID-19.

Le contexte a forcé l'organisme à tenir l'activité de financement exclusivement en ligne.

Les gens qui souhaitent contribuer peuvent le faire de deux façons.

Pour un don de 5 \$, il suffit de taper le mot «bouffe» au 45678. Pour un don de 10 \$ et plus, les gens doivent se rendre sur le site Internet : <https://www.moisson-mcdq.org/faites-un-don/>

Les résultats finaux de la campagne seront rendus publics par l'organisme vendredi matin.

RETRAIT DES BARRAGES POLICIERS À L'ENTRÉE DES RÉGIONS

Les préfets de la région demandent aux gens d'être responsables

MATTHIEU MAX-GESSLER,
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE DE
JOURNALISME LOCAL
LE NOUVELLISTE
m.maxgessler@lenouvelliste.qc.ca

À partir du 4 mai, les régions du Québec qui étaient jusqu'à présent fermées aux déplacements non essentiels, avec la présence de policiers, seront de nouveau ouvertes. Bien que le gouvernement continue de demander aux Québécois d'éviter les déplacements superflus entre les régions, ce signal pourrait-il inciter les propriétaires de chalets à l'extérieur de la région où ils habitent à s'y précipiter?

Le conseil des maires de la MRC de Nicolet-Yamaska avait déjà exprimé ses préoccupations avant la fin de semaine de Pâques. Alors que la MRC était relativement épargnée par la COVID-19, les maires craignaient que les villégiateurs amènent avec eux le coronavirus et le transmettent à leur population. La fermeture des chalets avait alors été évoquée, mais la MRC ne disposait pas de pouvoirs lui permettant de faire une telle chose. Toutefois, la préfète Geneviève Dubois dit avoir été agréablement surprise d'apprendre que le long congé n'a pas incité beaucoup de gens à se rendre à leur résidence secondaire.

«J'ai parlé récemment avec la Sûreté du Québec pour savoir comment ça s'est passé. On m'a dit qu'on avait accentué la surveillance pendant la fin de semaine de Pâques et que ça s'est bien déroulé.

Il n'y a pas tant de gens qui ont essayé de se rendre à leur chalet», se réjouit-elle.

Mme Dubois espère que cette retenue perdurera même si Québec ordonne le retrait progressif des barrages policiers. Elle croit cependant que maintenant que la saison des inondations est terminée, le contexte est différent.

«Les municipalités souhaitent que les gens attendent avant d'investir massivement leur chalet. C'est sûr qu'ils sont chez eux, mais le contexte est particulier, c'est pour ça que les demandes le sont aussi»

«À Pâques, il y avait une inquiétude avec les inondations, des gens voulaient préparer leur chalet pour ça, ce qui était légitime. Mais maintenant, le gouvernement dit quand même de s'en tenir aux déplacements essentiels, donc je pense que l'ouverture des chalets peut attendre quelques semaines, le temps de voir comment la situation évolue», indique la préfète.

Elle demande donc aux gens de l'extérieur de la MRC qui sont propriétaires d'une résidence secondaire sur son territoire de prendre leur mal en patience pour encore quelque temps.



Les préfets de la région espèrent que la levée des barrages policiers dans les régions précédemment fermées aux déplacements n'incitera pas les villégiateurs à débarquer en masse à leur chalet.

«Les municipalités souhaitent que les gens attendent avant d'investir massivement leur chalet. C'est sûr qu'ils sont chez eux, mais le contexte est particulier, c'est pour ça que les demandes le sont aussi», souligne Mme Dubois.

«ÇA AURAIT ÉTÉ BON QU'ILS CONTINUENT»

Le préfet de la MRC de Mékinac, Bernard Thompson, abonde dans le même sens que Geneviève Dubois. Puisque la région ne faisait pas partie des régions fermées, à l'exception du secteur de La Tuque, les barrages policiers n'ont pas empêché des gens venant d'autres régions encore ouvertes de se rendre en Mauricie. Il regrette cependant que ces barrages ne se poursuivent pas.

«Les barrages ont permis aux policiers de donner de l'information à la population, beaucoup plus que des amendes, j'ai l'impression. Je pense que ça aurait été bon que les policiers continuent à faire ce travail d'information et de sensibilisation. Ça nous a beaucoup aidés jusqu'à présent et s'ils disparaissent du jour au lendemain, ça peut poser problème», souligne-t-il.

M. Thompson se dit conscient que les gens confinés qui sont propriétaires d'un chalet désirent changer d'air et venir s'y ressourcer. Il voit d'ailleurs difficilement comment les policiers pourraient les en empêcher, surtout sans barrages. Il invite donc les villégiateurs à être prudents et responsables dans leurs déplacements, quitte à

faire leurs provisions avant de partir de chez eux plutôt qu'une fois rendus à leur chalet.

«Je souhaite que les gens prennent conscience que des mesures doivent demeurer. La distanciation sociale est la plus importante. Et moi, si j'avais à me déplacer partout, le port du masque serait essentiel. Ce n'est pas parfait, mais ça peut protéger un peu», estime-t-il.

«JE NE M'INQUIÈTE PAS»

La MRC de Maskinongé fait partie des secteurs de la région où la villégiature a une grande importance, avec au moins 2000 résidences secondaires sur son territoire. Son préfet, Robert Lalonde, dit ne pas s'inquiéter du message envoyé par Québec, mercredi. Il appelle cependant à la prudence. «Je demande aux gens de faire attention, de garder leurs distances, la distanciation sociale, et de porter des masques s'ils circulent. Ce serait grave, sinon, car le confinement durerait plus longtemps», croit-il.

M. Lalonde se dit prêt à faire face à l'ouverture des chalets. Rappelons que celle-ci n'a jamais été formellement interdite par Québec. Il déplore toutefois le fait qu'un grand nombre de cas de COVID-19 se soient déclarés dans sa MRC. Depuis le début de la pandémie, 177 personnes ont contracté la COVID-19 dans Maskinongé, ce qui en fait la troisième MRC ou ville la plus touchée en Mauricie et la quatrième si l'on inclut le Centre-du-Québec.

PCU POUR ÉTUDIANTS

Le projet de loi adopté à la Chambre des communes

La Presse canadienne

OTTAWA — Le projet de loi C-15 qui met en place la prestation canadienne d'urgence pour étudiants a été adopté mercredi par la Chambre des communes.

Cette PCUE assurera 1250 \$ par mois, pendant quatre mois, de mai à août, aux étudiants qui ne trouvent pas d'emploi d'été. L'aide sera rétroactive à compter du 1^{er} mai.

Les députés ont offert leur appui unanime pour une adoption rapide du projet de loi, moyennant quelques changements.

Ainsi, la PCUE sera augmentée

à 2000 \$ par mois, plutôt que les 1750 \$ prévus, pour les étudiants qui ont un handicap ou qui ont des personnes à charge. Il s'agissait d'une demande du Nouveau Parti démocratique, qui en faisait une condition à son appui.

Conservateurs et bloquistes se sont inquiétés de voir la PCUE pousser les étudiants à ne pas travailler alors que certains secteurs, comme l'agriculture, craignent un manque de main-d'œuvre cet été.

Les conservateurs disent avoir obtenu une garantie que les étudiants qui bénéficieront de la prestation seront mis en lien avec des employeurs de leur région pour les inciter à travailler.

Les bloquistes souhaitaient pour leur part que la prestation étudiante soit modulée en fonction du nombre d'heures travaillées, mais cette option sera davantage étudiée par le gouvernement.

En contrepartie, ils ont obtenu une promesse d'améliorer le sort des aînés en augmentant les prestations de la Sécurité de la vieillesse ou les Suppléments de revenu garanti.

Le comité fédéral sur l'agriculture va aussi se réunir de façon virtuelle dorénavant, portant le nombre de comités actifs à huit.

Le Sénat a été convoqué pour siéger à son tour le vendredi 1^{er} mai à compter de midi. Le projet de loi

devrait donc être adopté rapidement et recevoir la sanction royale d'ici la fin de la semaine.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Le premier ministre Justin Trudeau a été pressé de questions aux Communes pour clarifier ses propos sur l'aide aux entreprises qui bénéficient de paradis fiscaux.

La veille, lors de la séance virtuelle, il avait laissé entendre que celles qui pratiquent l'évitement ou l'évasion fiscale ne pourraient pas bénéficier des programmes d'aide gouvernementale en temps de pandémie.

Mercredi, le premier ministre a semblé reculer sur ses propos.

«Nous prenons des mesures sans précédent avec l'objectif d'aider les travailleurs canadiens à garder leur emploi et les appuyer pendant cette période difficile. Un processus de vérification a été mis en place pour les demandes extraordinaires ou inhabituelles», a dit M. Trudeau. «Et, parallèlement, la lutte contre l'évasion fiscale continue d'être une priorité», a-t-il ajouté.

Devant l'insistance du chef bloquiste Yves-François Blanchet, il a confirmé que rien, dans les faits, ne va changer pendant la crise. «On va toujours continuer d'être très sévères sur ceux qui ne paient pas leur juste part d'impôts», a déclaré M. Trudeau.

Désinfectant

LE CORONAVIRUS EN QUESTIONS



JEAN-FRANÇOIS CLICHE
jfcliche@lesoleil.com

Q : «Est-ce que le Purell ou autre désinfectant du même genre reste efficace si la date de péremption est dépassée de plusieurs mois, voire des années ? Il a perdu sa texture et est plus liquide maintenant, mais si je lui rajoute de la glycérine ou autre produit du même genre, puis-je l'utiliser efficacement ?», demande Denise Trépanier, de Québec.

R : En général, répond le chimiste de l'Université Laval Normand Voyer, les désinfectants à base d'alcool comme le Purell utilisent des épaississants synthétiques de type «polymère» (donc des «chaînes» de molécules). «Après un certain temps, poursuit-il, ces polymères perdent leurs propriétés épaississantes et le mélange devient plus liquide. Mais la proportion d'alcool ne varie pas trop et c'est elle qui est importante. Donc l'efficacité antiseptique est toujours là.»

En théorie, la glycérine peut ré-épaissir le désinfectant, mais ce n'est pas une solution particulièrement efficace, dit M. Voyer:

«L'alcool et le glycérol sont très hygroscopiques, c'est-à-dire qu'ils absorbent l'eau (l'humidité) de l'air. Cela diminue la viscosité et rend [assez rapidement] les préparations plus liquides.»

En pratique, cependant, il vaut mieux ne pas ajouter de glycérine du tout parce que cela diminue la proportion d'alcool du mélange et réduit ainsi ses propriétés antiseptiques, avertit le chimiste. Il est essentiel qu'un désinfectant garde au moins 60 % d'alcool, et le Purell en contient 70 % au départ [<https://dailymed.nlm.nih.gov/dailymed/fda/fda-DrugXsl.cfm?setid=49bce138-8be2-4bf4-9eeb-f354308cd594&type=display>] — et cela peut être un peu moins si la bouteille est vieille.

«Tous les composés organiques se décomposent plus ou moins rapidement, mais ça dépend des composés et de plusieurs facteurs, a indiqué M. Voyer lors d'un échange de courriels. Les alcools, surtout l'éthanol, sont assez stables. Si la bouteille n'a jamais été ouverte et qu'elle est étanche à l'entrée de l'oxygène et à l'abri des rayons ultraviolets du Soleil, l'alcool peut rester intact même après des années, même si sa concentration peut <https://www.cdc.gov/vhf/ebola/clinicians/non-us-healthcare-settings/chlorine-use.html> varier un peu quand même. (...) Mais si la bouteille a été ouverte, je ne l'utiliserais pas. Il peut y avoir une dégradation ou contamination et l'efficacité désinfectante ne serait probablement plus là.»

Q : «J'ai lu un article qui mentionnait de changer à tous les jours la solution désinfectante faite maison avec 100 ml d'eau de Javel et 900 ml d'eau, car le chlore qu'elle contient perd de son efficacité avec le temps. Est-ce le cas ?», demande Janine Emond, de Bromont.

R : Il y a plusieurs choses qui peuvent faire varier la stabilité de l'«hypochlorite de sodium» (NaOCl), dit M. Voyer. L'exposition à la lumière la fait se dégrader plus rapidement, et c'est la même chose avec la chaleur : «on estime qu'en 10°C et 20°C, la vitesse de dégradation double», précise-t-il. La décomposition sera également plus rapide s'il y a des impuretés ou des métaux dans l'eau de Javel.

«Pour toutes ces raisons, il faut conserver nos solutions dans des bouteilles de plastique, au frais à l'abri de la lumière.

«Vu que ce n'est pas toujours possible et vu que la concentration est importante pour l'efficacité de désinfection, dit le chimiste, les organismes comme le CDC et l'OMS recommandent d'utiliser des préparations de 0,5 % fraîches du jour [].» Ce 0,5 % d'hypochlorite représente un mélange d'eau de Javel avec de l'eau dans des proportions de 1 pour 9, car l'eau de Javel «pure» contient de 5 à 6 % d'hypochlorite.

Enfin, M. Voyer ajoute que l'eau de Javel du commerce contient un stabilisateur qui prévient sa dégradation, mais qu'il perd de son efficacité avec la dilution. Alors oui, si on désinfecte avec de l'eau de Javel diluée, il vaut mieux refaire son mélange chaque jour.



Du désinfectant pour les mains, est-ce que c'est bon pendant longtemps? — PHOTO: FRANCOIS GERVAIS

VIE DE FAMILLE... ET COVID-19

Lézards en liberté

KIM ALARIE

CHRONIQUE

kim.alarie@lenouvelliste.qc.ca



Juste à voir les prévisions météorologiques de la journée de mercredi, tout le monde dans ma maison était excité!

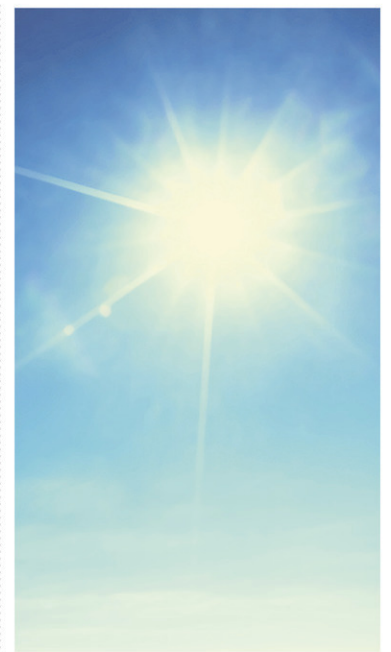
Du soleil et des températures clémentes, il n'y a pas meilleur argument pour faire sortir les enfants dehors. Qu'avez-vous fait de votre côté pour savourer cette magnifique journée?

Chez moi, dans un effort collectif, on a convaincu Samuel d'enfourcher son vélo à deux roues pour se libérer une fois pour toutes de ses petites roues qui ornaient sa bécane. Défi relevé et dossier réglé! On est délivré du grincement agaçant de ces petites béquilles roulantes qui rompait le calme de nos randonnées. Il n'a même pas engraisé sa collection d'égratignures! Trop facile!

Entre-temps, Alexis s'est découvert un intérêt pour le vélo de montagne. Comme il n'a que le vélo et pas la montagne, il fallait improviser. Il s'élançait de la rue pour foncer à fond la caisse sur le gazon de notre terrain légèrement incliné. Je ne sais pas si ce sont les vibrations engendrées par cette course folle qui avaient un effet dopant, mais l'espace d'un moment, il avait les pupilles dilatées et poussait des cris de joie... du genre à inquiéter une maman qui y flaire une catastrophe annoncée. Je me réjouissais quasiment que le skatepark du village soit fermé.

Il n'y a pas eu de catastrophe et aucune goutte de sang n'a été versée. C'était définitivement une bonne journée!

Samuel a entamé une collecte de roches plates qui pourraient faire des bonds si elles étaient propulsées sur un plan d'eau. Comme il n'avait que les roches et pas le plan d'eau, il s'est essayé sur le gazon, sans trop de succès. Il a donc choisi de les conserver jusqu'au moment où elles pourraient enfin exécuter la tâche pour laquelle elles ont été



Temps doux et soleil, ingrédients gagnants pour faire une belle journée à l'extérieur.

conçues. À cinq ans, toutes les raisons sont bonnes pour collectionner les roches.

Malgré la belle journée, on finit quand même par tourner en rond, on s'ennuie des amis. Mon ado surtout. Boudier au soleil, c'est quand même plus agréable.

Malheureusement, le soleil ne s'est pas éternisé, il devait être épuisé de sa journée. Il a cédé du terrain aux nuages qui ont changé nos plans de souper à l'extérieur pour une première fois cette saison. La marche digestive de début de soirée a aussi été remplacée par une séance de visionnement collés sur le divan agrémentée de l'exquise pouding au chômeur concoctée par mon amoureux. Rien de mieux qu'un dessert qui monte directement au cerveau pour étirer le bonheur de cette journée!

Écrivez-moi à kim.alarie@lenouvelliste.qc.ca ou suivez-moi sur Instagram ([kim_alarie](https://www.instagram.com/kim_alarie)).

«Il faut redonner de la vie à d'autres groupes de la société»

Le directeur de santé publique de l'Estrie dénonce la continuité du confinement des 70 ans et plus

JACYNTHÉ NADEAU
La Tribune

SHERBROOKE — Pendant qu'on prépare minutieusement la réouverture graduelle des commerces, entreprises, écoles et régions, plusieurs se demandent où est la logique de confiner encore à la maison les personnes de plus de 70 ans.

Et le directeur de santé publique en Estrie, le Dr Alain Poirier, est du nombre, a-t-il avoué mercredi en entrevue par vidéoconférence avec plusieurs médias de la région.

Après avoir longuement expliqué les statistiques de contamination, d'hospitalisations et de décès liés à la COVID-19 et redit sa fierté de voir comment les Estriens respectaient bien les consignes de santé publique, le Dr Poirier y est allé d'un avis personnel sur les restrictions imposées aux personnes de plus de 70 ans, et même les 60 ans et plus.

«J'ai 63 ans et j'ai deux petites-filles merveilleuses et je commence à trouver pénible cette idée que les gens vont aller travailler, que mes deux petites-filles vont avoir le droit d'aller à la garderie et de rencontrer d'autres personnes

et que leur grand-père de 63 ans ne pourra pas», a-t-il confié.

Citant le règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la santé, endossé par plusieurs pays, il explique que dans toute crise sanitaire, les mesures imposées doivent être proportionnelles aux risques pour que les gens s'y conforment de bonne grâce.

«Avec ce qui se passait en Italie et en Espagne [au début de la pandémie], les Québécois ont bien accepté toutes les mesures et je suis très fier des résultats. On a vu ce qui est arrivé, on a vu qu'on était capable, on n'a pas envahi nos lits d'hôpitaux ni nos soins intensifs, et c'est encore plus vrai en Estrie. Pour toutes ces raisons-là maintenant, je pense qu'on ne peut pas arrêter de vivre pendant deux ou trois ans, en espérant qu'un vaccin va arriver.»

«Je ne suis pas en train d'écrire un avis de santé publique, prévient-il, c'est un avis personnel, mais je tiens compte de ces valeurs-là. Il faut avoir une réponse proportionnée (aux risques) sinon les gens vont décrocher et on va voir arriver de la délinquance.»

Selon le Dr Poirier, toute la série d'arrêtés ministériels en lien avec la COVID-19 qui ont été décrétés dans l'urgence depuis six semaines, s'ils étaient nécessaires au moment où ils ont été adoptés, doit maintenant être révisée en fonction des plans de déconfinement qui sont mis en place.

«Le fameux 70 ans, *envoye à maison*, la recommandation de bonne foi que le premier ministre a lui-même faite, c'est une recommandation et pas un interdit, illustre-t-il. Donc quelqu'un



Le Dr Alain Poirier, directeur de santé publique de l'Estrie, s'interroge sur l'intérêt de prolonger le confinement des personnes de 70 ans et plus.

de 71 ans qui arrive à la SAQ aujourd'hui ne devrait pas se faire demander ses cartes. S'il est assez en forme pour aller à la SAQ et qu'il prend le risque lui-même, on ne devrait pas l'empêcher d'y aller. Toutes ces mesures de distanciation, c'était facile de les écouter quand on était très inquiet, là les gens le sont un peu moins.»

«Même chose pour les ados et les familles qui ne peuvent pas se voir, ajoute-t-il. Il va falloir trouver des accommodements raisonnables, tout en tenant compte de la règle du deux mètres, pour redonner de la vie, pas seulement aux entreprises et aux écoles, mais à d'autres groupes de la société aussi.»

PORT DU MASQUE

Dans la même veine, à quelques jours de voir les Québécois reprendre un certain nombre d'activités habituelles, le Dr Poirier est revenu sur la nécessité de

porter un masque de protection en public.

Après avoir d'abord pensé qu'il valait mieux insister sur le lavage des mains, l'éternuement dans le coude et la distanciation physique pour se protéger, il prône aujourd'hui le port du masque personnel pour protéger les autres.

Et il le recommande dans toutes les situations où il peut être difficile de respecter la règle de distanciation du deux mètres, par exemple dans les transports en commun, en covoiturage ou dans les corridors de nos milieux de travail.

«La logique s'est inversée, explique le Dr Poirier. Maintenant qu'on sait qu'il y a des gens asymptomatiques et qu'il y a des milieux où ça semble se transmettre un peu plus facilement que d'autres, je pense que c'est généreux de porter le masque pour protéger les autres et non pas pour se protéger soi-même parce qu'on a peur.»

Ce masque n'a pas besoin d'être étanche comme les fameux N95, ni même les masques chirurgicaux plus communs. Ce peut être un simple masque de tissu, un couvre-visage préfère-t-il dire, en exhibant celui qu'il porte lui-même dans les couloirs de la direction de santé publique et qui a été confectionné par une couturière.

Les tests qui ont été faits sur ce type de masque montrent qu'ils suffisent généralement à retenir les postillons porteurs de virus.

PAS DE MILITAIRES EN ESTRIE

Notons par ailleurs que la région sociosanitaire de l'Estrie a continué d'aplatir sa courbe de contamination à la COVID-19 mercredi. Le bilan du jour fait état de quatre nouveaux cas confirmés sur le bilan de la veille et d'aucun nouveau décès pour une quatrième journée consécutive.

Dans le détail, cela porte à 826 le nombre de cas confirmés, 25 décès, 59 hospitalisations (en hausse d'un cas sur le dernier bilan) et trois hospitalisations aux soins intensifs (en hausse d'un cas sur le dernier bilan).

Pendant ce temps-là au Québec, on déplore 79 nouveaux décès pour porter le total à 1761 et 837 nouveaux cas confirmés pour porter le total à 26 594 cas.

Dans le point de presse quotidien du gouvernement, tenu par le vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique Geneviève Guilbault, mercredi, en remplacement du premier ministre François Legault, on a annoncé le plan de réouverture des différentes régions du Québec qui avaient fermées il y a un mois pour freiner la propagation du coronavirus.

«Ça nous cause du tort»

Des résidences pour aînés ciblées par erreur

PATRICE BERGERON
La Presse canadienne

QUÉBEC — «Panique» et «furie» dans près d'une soixantaine de résidences privées pour aînés (RPA) qui sont éclaboussées dans la crise actuelle.

Pas moins de 57 de ces établissements étaient répertoriés

comme ayant entre un et trois cas de COVID-19 dans leurs murs, au 25 avril, alors qu'il n'y en a que 16 qui en ont, donc 41 n'en ont aucun. Leur réputation est atteinte et des employés refusent de se présenter au travail, par crainte d'être contaminés.

«Les propriétaires sont surpris d'être dans la liste alors qu'il n'y a pas de cas à l'interne, a expliqué la relationniste du Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA), Marie-Claude Dion, mercredi. On les a tous appelés. Au réel, il y a beaucoup moins de cas. Ils ne sont pas physiquement à la résidence.»

Les personnes infectées sont hospitalisées depuis longtemps, mais néanmoins, les autorités continuent de rapporter ces résidences comme étant touchées par la pandémie, en tenant compte de l'adresse de la personne hospitalisée. Une résidence a été épinglée dans la liste alors qu'un résident était pourtant hospitalisé depuis... novembre dernier.

«On identifie des résidences où on dit qu'il y a des cas, alors qu'il n'y en a pas, c'est difficile à avaler, a dit le président du RQRA, Yves Desjardins, en entrevue avec La Presse canadienne. Il y a des familles qui traitent le propriétaire

de menteur, qui l'accusent de vouloir cacher la vérité.»

Des familles et des résidents sont en «panique» ou en «stress», a-t-il déploré, en ajoutant que certains de ses membres sont «en furie». Des propriétaires ont reçu entre 50 et 80 appels.

En outre, des employés refusent de se présenter au travail et reprochent à leur tour à leur patron de ne pas dire la vérité. «Ça devient plus difficile. Si vous saviez tout le travail que ça exige, d'expliquer, de démentir, de calmer les employés, de calmer les familles», a dit M. Desjardins.

Or ce n'est déjà pas une période

facile pour les RPA, qui sont souvent confondues à tort avec les CHSLD, notamment par les autorités en conférence de presse.

«Ça nous cause du tort, a conclu M. Desjardins. Quand on dit que ça va mal dans les résidences, il y en a 16 en vérité avec un à trois cas» et certaines qui sont plus problématiques, sur 1700 résidences où il n'y en a pas.

«Ça va vraiment bien, on est en contrôle: 1680 résidences sur 1750 n'ont pas de cas.»

Yves Desjardins demande aux autorités de préciser les données de la liste pour éviter de susciter de la panique.

éditorial

Directeur général ALAIN TURCOTTE Rédacteur en chef STÉPHAN FRAPPIER Directeur de l'information STÉPHAN RATELLE

Un départ sur fond de petite politique

MARTIN FRANCOEUR

m.francoeur@lenouvelliste.qc.ca



Guy De Montigny, à la tête de la Société de transport de Trois-Rivières, quittera ses fonctions au cours des prochaines semaines. Ses heures semblaient comptées depuis le fiasco de la réorganisation du réseau, à l'été 2019. Quelqu'un, quelque part, cherchait sans doute un bouc émissaire, une brebis à sacrifier. Et c'est sur le directeur général que le choix s'est pointé, sur un fond de discorde au conseil municipal. Comme quoi on ne semble pas pouvoir chasser le naturel trop longtemps dans le merveilleux monde de la politique municipale trifluvienne.

Officiellement, on dit vouloir apporter un vent de changement à la suite du mécontentement presque généralisé qui a suivi la mise en place des nouveaux circuits de transport en commun. Le départ forcé du directeur général est une mesure forte, une façon de dire aux mécontents qu'on les a entendus. Mais fallait-il vraiment en arriver là? A-t-on évalué les autres moyens qu'on aurait pu prendre pour corriger le tir?

Guy De Montigny était en poste depuis juin 2002 comme directeur général de la STTR et ses qualités de gestionnaire ont toujours bien servi l'organisme.

Mais il y a un an, le vaste chantier de reconfiguration du réseau a été un véritable fiasco. Un problème de consultation, à la base, qui s'est traduit par un plan de desserte qui ne colle pas à la réalité des besoins des usagers. Pétitions, assemblées houleuses, lettres d'opinion défavorables et commentaires véhéments ont marqué les semaines qui ont suivi la mise en place du nouveau réseau.

Le départ de Daniel Girard, numéro deux de la STTR, en novembre dernier, n'a pas suffi. On a voulu le départ du dg également. Le problème, c'est qu'il restait trois ans au contrat de Guy De Montigny. On a donc voulu sceller une entente à l'amiable avec le principal intéressé, entente qui prévoyait le versement d'un an et demi de salaire en plus de l'allocation de départ à laquelle il a droit. Total de l'opération: environ 320 000 \$ selon

certaines sources.

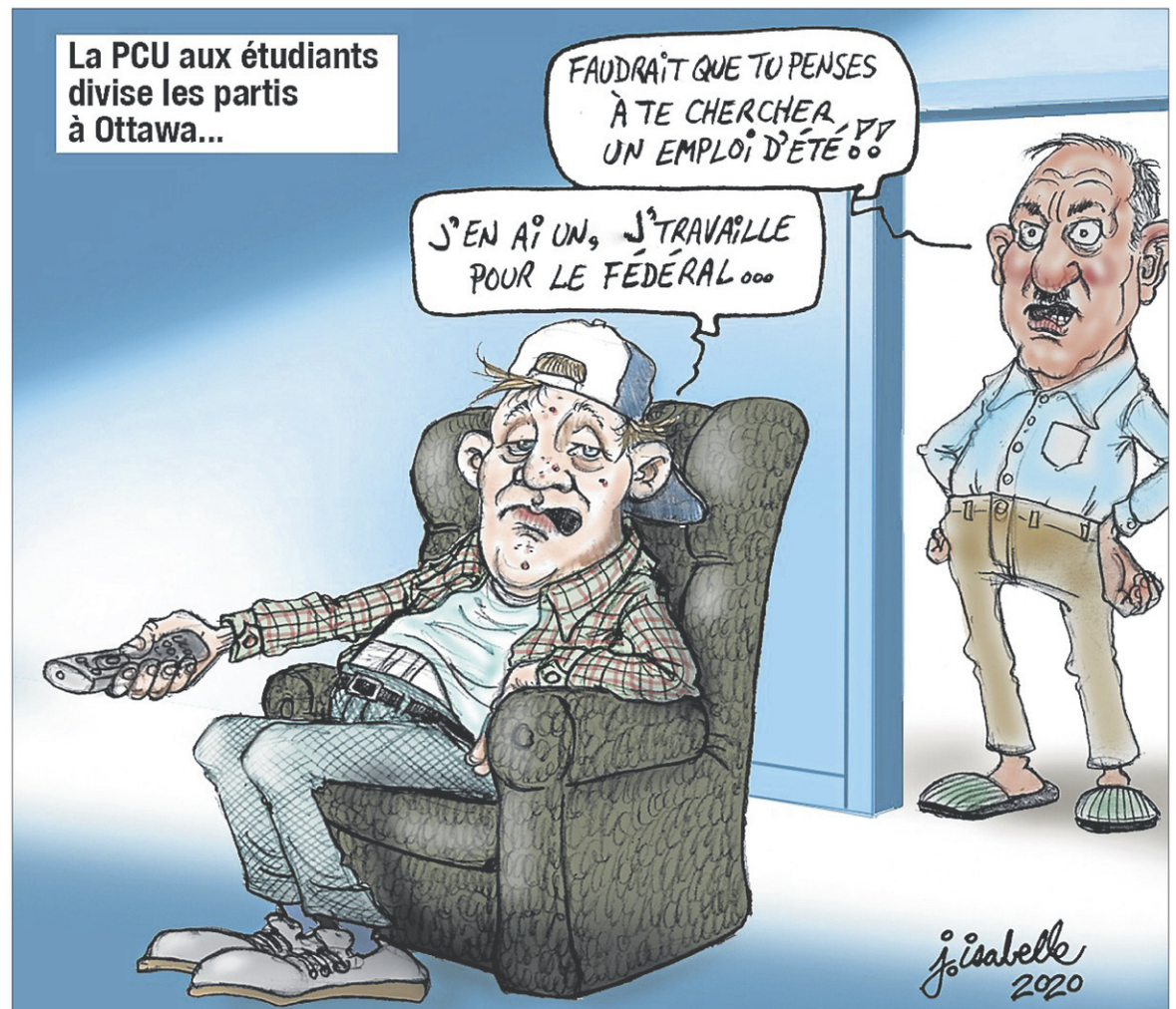
C'est là que ça dérape. Lorsque le projet d'entente a été porté à l'attention du maire Jean Lamarche, celui-ci aurait questionné ses conseillers qui siègent au conseil d'administration de la STTR. Il préférerait, semble-t-il, une formule qui aurait permis de garder M. De Montigny à l'emploi de la STTR comme conseiller jusqu'à la fin de son contrat.

C'est une option qui se défend, mais qui aurait certainement provoqué un malaise au sein de la population, parce que plus coûteuse, et qui aurait sans doute placé le principal intéressé dans une position inconfortable au sein de l'organisation.

La réaction du conseiller municipal Luc Tremblay, qui préside la STTR, aurait déplu à certains de ses collègues. M. Tremblay considérait que la réaction du maire constituait une forme d'ingérence politique, ce que rejette Jean Lamarche. Résultat: quatre des sept membres du conseil d'administration de la STTR veulent maintenant que la Ville nomme un nouveau président. Ce sont majoritairement des collègues du conseil municipal, qui siègent aussi à la STTR, qui souhaitent ce limogeage. Et certains d'entre eux étaient, pourrait-on dire, des compagnons d'armes jusqu'à récemment.

D'une part, la moindre des choses serait de garantir l'autonomie du conseil d'administration de la STTR. Puisque la Ville y délègue cinq conseillers sur sept administrateurs, il serait avisé de ne pas exposer davantage l'organisme à toute forme d'ingérence. D'autre part, il importe de s'assurer que les conflits de personnalités ne viennent pas entraver le fonctionnement du CA et la prise de décisions éclairées.

Enfin, il faut déplorer l'impact de ces conflits au sein même du conseil municipal. S'il délègue Luc Tremblay, qui vient de recevoir l'appui public du syndicat – un geste rare, il va sans dire – on comprendra que c'est davantage parce qu'on ne lui aime pas la face plutôt que parce qu'on veut «insuffler un vent nouveau» à la STTR.



MON CLIN D'ŒIL

STÉPHANE LAPORTE
Collaboration spéciale

Bronzage été 2020: front foncé, nez et menton pâles.

“ ” CARREFOUR DES LECTEURS

Réflexions sur le confinement des personnes âgées et des personnes seules

Je salue le gouvernement pour avoir pris toutes les mesures qu'il jugeait essentielles pour éviter que la pandémie actuelle se répande dans toute la population sans aucun contrôle.

À l'heure actuelle, bien des mystères subsistent en ce qui concerne le comportement de ce virus de telle sorte que le gouvernement en appui de la santé publique et des scientifiques ne peut qu'improviser sur les mesures à préconiser pour assurer l'intégrité physique de la population. Et on ne saurait les blâmer.

D'autre part, le gouvernement et la santé publique savent très bien que la santé mentale des individus est aussi importante que la santé physique. D'ailleurs ceux-ci le reconnaissent dans leurs points

de presse quotidiens.

Toutefois, à part reconnaître ce fait, peu d'actions sont mises de l'avant pour en assurer le maintien. Et plus le temps passe plus le stress et l'anxiété deviennent omniprésents dans la vie de la population confinée et davantage chez les personnes vivant seules. La tristesse et le découragement se manifestent chez beaucoup de personnes vivant seules de mon entourage et je ne suis certainement pas le seul à le remarquer.

Ces personnes vivant seules se retrouvent beaucoup chez les «Âgés». Le risque de dépression, de pertes d'autonomie et de pertes cognitives risquent de s'accroître au fil du temps de confinement.

Aussi serait-il important que les mesures de confinement soient allégées à savoir que soient permises les rencontres extérieures de petits groupes de personnes (5-10 maximum) en gardant la distance physique de 2 mètres entre les personnes et ce afin de pouvoir maintenir les liens sociaux de manière

plus naturelle autrement que par des appels téléphoniques ou par les réseaux sociaux. Autrement, on risque que le mal soit aussi néfaste que la contamination à la COVID-19.

J'ose espérer que ce message sera entendu par M. Legault et M. Arruda et qu'ils en tiendront compte dans leur plan de déconfinement progressif.

Guy Milette
Trois-Rivières

Écrivez-nous

Écrivez-nous à
opinions@lenouvelliste.qc.ca

Pour être publié dans le journal ou sur notre site Web lenouvelliste.ca/opinions votre commentaire doit être court et accompagné de votre nom, de votre adresse et de votre numéro de téléphone.



CARREFOUR DES LECTEURS

Préposés aux bénéficiaires, vous avez tout mon respect

Une des particularités dans ce que nous vivons actuellement dans les CHSLD, qui avouons-le est difficile, n'est autre qu'une confirmation au-delà de ce qu'on soupçonnait. On savait parfaitement que nos institutions, nos systèmes, nos services n'étaient pas parfaits mais le quotidien nous ramène inévitablement à nos préoccupations personnelles.

Vivre dans le doute permet justement de modeler notre réalité selon nos perceptions et les ajuster au niveau de ce qu'on peut tolérer. J'ai une cousine qui a travaillé pendant 40 ans dans un CHSLD. Elle a posé une question pertinente: où étiez-vous quand on demandait de meilleures conditions de travail? On nous traitait d'enfants gâtés de la société et maintenant...

Cette phrase m'a interpellée.

Où étais-je?

Je ne me souciais pas des problèmes des préposés et préposées aux bénéficiaires (PAB) parce que j'avais les miens. J'étais dans mon monde à travailler pour joindre les deux bouts. À répondre aux dictats de la société sans oublier celle de la publicité. À essayer d'améliorer mon quotidien. À concilier travail-famille. À affronter les aléas du milieu dans lequel j'évoluais. Chaque domaine professionnel présente ses particularités avec ses avantages et désavantages. Je travaillais dans la restauration. Nos pourboires n'étaient pas déclarés, pas d'avantages sociaux, pas de

sécurité d'emploi, pas de syndicat. Aujourd'hui les pourboires sont déclarés ce qui permet une bonification de certains avantages comme l'assurance emploi, le Régime des rentes du Québec... Tant mieux.

L'image que j'avais de la situation dans le monde médical était celle-ci: ils ont «une» job protégée, avantages sociaux généreux, syndicat exagérant sur les salaires, etc. Ces préjugés sont restés ancrés dans la mémoire collective jusqu'à ce que la catastrophe arrive. Le milieu médical et nous prenons conscience de l'importance de ce barreau de l'échelle. Le dernier de la hiérarchie, mais le premier sur lequel tu poses le pied pour monter; suivi par les infirmiers et infirmières, les services d'entretien, les postes administratifs, la sécurité... Sans ces groupes de pros, un hôpital ne fonctionnerait pas. Ce sont eux qui permettent au médecin de mettre à son profit ses longues années d'études. Pourtant, tout tourne autour des docteurs. Pourquoi?

Avec cette pandémie, on voit mieux les préoccupations du monde syndical. Toujours sous le prétexte d'aider ses membres, ils les écoutent, pour finir par faire ce qu'ils veulent.

Demander aux PAB de refuser l'augmentation offerte par le gouvernement par respect de la solidarité du milieu est une aberration. Un dénigrement de la profession.

Les syndicats n'ont pas besoin d'aide pour entretenir le mépris que la population lui exprime. Ils le font très bien par eux-mêmes.

Maintenant, je suis sensible aux problèmes des CHSLD parce que j'ai un pied en direction de ces centres. Ce qui n'était pas le cas il y a vingt, trente ou quarante ans. Espérant ne jamais avoir à y entrer pour quelque raison que ce soit. Aurais-je toute conscience pour m'y opposer?

J'ose espérer que les leçons qui découleront des faits actuels permettront d'améliorer la qualité des soins dans ces centres de fin de vie en passant par la reconnaissance et la gratitude envers l'ensemble des travailleurs et travailleuses qui composent cette échelle sociale. Ces lieux de vie doivent s'orienter vers des soins adéquats et offrir le respect dû aux aînés qui, à tout moment, entreprendront leur dernier voyage vers un ailleurs. Après, il sera trop tard...

Préposés et préposées aux bénéficiaires, votre réalité s'est enfin fait connaître même si ce n'est pas d'une façon souhaitable.

Vous avez tout mon respect pour les efforts collectifs que vous déployez en ces temps de crise. C'est tout à votre honneur d'affronter ce monstre. Ne lâchez pas.

Tout va bien aller.

Jocelyne Mailhot
Trois-Rivières

Quand verrons-nous la fin de la guerre?

Oui, malheureusement nous sommes en guerre non pas contre des hommes ou des pays, mais contre un malin virus.

Il est invisible et sournois. Il est présent et très dangereux, capable de nous blesser et même de nous donner la mort, un ennemi redoutable. Pour le vaincre, il faut se garder à distance, laver souvent nos mains et éviter les contacts avec les autres et se protéger toujours. Pour réussir, il faut s'enfermer et rentrer chez soi. Il faut éviter les rassemblements et les contacts physiques avec les autres.

Alors nous réalisons que nous sommes vulnérables, faibles et très fragiles. Nous réalisons aussi que

nous sommes créés non pas pour nous éloigner les uns des autres, mais pour nous aimer les uns les autres. Jésus qui a vécu les souffrances de la passion a connu tout cela. Il a même accepté de mourir pour que nous ayons la vie et que nous puissions par notre foi et notre amour la partager avec Lui pour toujours.

Ce temps de guerre peut être pour chacun de nous un temps de grâce. Dans le silence de nos demeures, Dieu est présent. Comme le dit l'Évangile, Dieu voit ce qu'on vit dans le secret et il connaît le fond de nos cœurs.

Bien des gens en se retrouvant avec eux-mêmes découvrent les

vraies valeurs qui les habitent et les besoins profonds qui les animent. Qu'est-ce qui est le plus important dans notre vie? L'argent? Le plaisir? Les biens de toutes sortes?

On retrouve l'essentiel: la vie, la santé, la famille, les amis, l'esprit d'amour, de bonté, de service, de partage, le sens qu'on donne à notre vie présente et celle qui nous attend. Voilà le sens de la victoire de Jésus!

Quand verrons-nous la fin de la guerre? Avec Lui, nous sommes tous en marche vers la Victoire qui nous attend. Gardons confiance, soyons forts et tenons bon.

Jacques Casaubon, prêtre
Shawinigan



Justin Trudeau — PHOTO: LE DROIT

Sauvé par la cloche...

Avant que la pandémie nous frappe brutalement, Justin Trudeau était en très sérieuse difficulté à la tête du gouvernement minoritaire libéral. Sa perte de crédibilité sur la scène mondiale, jumelée à sa propension à tout faire pour éviter de déplaire à son excellence Donald Trump ont contribué, entre autres, à la détérioration de nos relations avec la Chine qui ne manque pas de nous le faire regretter. Rappelez-vous les avions supposément remplis d'aide médicale... Donc sur l'échiquier mondial, le Canada est en perte d'influence.

Or, voilà que sa belle image se replace et que la satisfaction envers François Legault s'étiolle quelque peu. Incroyable. Je peux comprendre que l'éclosion de milliards de dollars de subvention, éclosion qu'il alimente quotidiennement, est politiquement plus rentable qu'annoncer des décès et encore des décès.

Mais, mis à part son «garrochage» d'argent, que fait monsieur Trudeau depuis le début de la crise qu'il traverse en isolement volontaire. Et qu'il ne vienne pas nous dire que sa retraite fermée était un moyen de donner l'exemple. Suffit de se rappeler, que la veille de Pâques, il exhortait solennellement ses compatriotes à rester chez eux et que sitôt les caméras éteintes, sa limousine le sortait de son bureau improvisé pour le déposer à sa maison d'été. Comble de l'insouciance, fidèle à ses habitudes, il publiait des photos qui attestaient sa violation des règles établies par Santé Canada.

Je reviens à la question, qu'a-t-il fait pour minimiser les dégâts? Rien. D'abord, par sa mollesse inexplicable, il aura donné à la COVID-19 toutes les chances de bien s'implanter au Québec. Son retard, calqué sur Donald Trump, à fermer les frontières et le célèbre

chemin Roxham ainsi que son refus d'exiger une quarantaine obligatoire sont à l'origine de la propagation spectaculaire du virus. Tous les pays, dont le Canada, qui ont tardé à prendre les robustes décisions pour le contrer, en paient aujourd'hui le prix.

Les subventions maintenant. Bien sûr, il faut aider les gens à passer au travers. Mais certaines d'entre elles court-circuitent radicalement l'incitation au travail. Déplorable, voilà le mot que plusieurs utilisent pour qualifier cette générosité électorale flagrante. Dites-vous bien que très bientôt, l'austérité reviendra nous hanter.

En terminant, je m'interroge toujours sur l'incapacité de Justin Trudeau à s'adresser au peuple canadien autrement qu'en lisant laborieusement, sur un ton monocorde un texte préparé pour lui et qui contient beaucoup trop de passages insignifiants. Il pousse même l'arrogance à ne répondre qu'aux questions qui font son affaire.

Somme toute, comme un boxeur au plancher sauvé du KO par la cloche, Justin Trudeau doit sa survie au coronavirus et à l'effroyable tragédie de la Nouvelle-Écosse. Grâce à sa formation théâtrale et à sa surutilisation de pathos, il peut poursuivre en essayant de tirer toutes les larmes du monde et déployant son extrême empathie pour tout ce qui bouge au pays. Mais un jour, il devra rendre des comptes et répondre de son leadership ce que l'absence de séances parlementaires lui permet d'éviter pour l'instant. Dans l'attente de ce jugement du peuple, souhaitons que François Legault persévère, malgré toutes les embûches parce que nous devons tous et toutes avoir le sentiment que bientôt «ça va bien aller».

Jean-Paul Couture
Trois-Rivières



Le conducteur du véhicule, un homme de 28 ans a été légèrement blessé dans l'accident. — PHOTO: TIRÉE DE FACEBOOK

CAPOTAGE À NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL

«J'ai failli mourir»

MATTHIEU MAX-GESSLER,
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE DE
JOURNALISME LOCAL
LE NOUVELLISTE
m.maxgessler@lenouvelliste.qc.ca

NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL — Un couple de Notre-Dame-du-Mont-Carmel a eu toute une frousse, mardi soir, lorsqu'il est passé à deux doigts d'entrer en collision avec un véhicule qui a fait un capotage sur le chemin Landry.

«Il sortait du "S" et on l'a vu arriver, il roulait sur deux roues d'un côté. Il a perdu le contrôle et nous a foncé dessus. Heureusement, mon conjoint a donné un coup de volant pour l'éviter. Lui, il a foncé dans un fossé et a fait des tonneaux, on l'a vu revoler dans les airs. Il est retombé sur ses roues», relate Catheryne Piché, qui arrivait en sens inverse avec son conjoint, sur la route Landry. Selon elle, le conducteur roulait très vite, au-dessus de la limite de vitesse à cet endroit, qui est de 80 km/h. Il ne serait d'ailleurs pas le premier à circuler trop vite à cet endroit.

«Mon conjoint a un collègue



Catheryne Piché a eu peur de mourir lorsqu'un automobiliste a perdu le contrôle de son véhicule mardi soir, sur la route Landry, à Notre-Dame-du-Mont-Carmel. — PHOTO: FRANÇOIS GERVAIS

qui s'est déjà planté dans le ravin, dans le "S". Lui aussi, il roulait trop vite», indique-t-elle.

La jeune femme, qui est enceinte de six mois, se remettait mercredi de ses émotions de la veille.

«J'ai encore des contractions, mais ça va aller. Mais j'ai failli mourir, hier», souligne-t-elle.

Selon la Sûreté du Québec (SQ), le conducteur du véhicule

accidenté, un Shawiniganais de 28 ans, était seul à bord de son véhicule. Les coussins gonflables se sont déployés. L'homme a été transporté à l'hôpital pour traiter des blessures mineures.

Aucun constat d'infraction n'a été émis, indique la SQ.

Les pompiers de Notre-Dame-du-Mont-Carmel se sont également rendus sur les lieux de l'accident.

AVENUE SAINT-MARC

Agression armée dans un dépanneur de Shawinigan

NANCY MASSICOTTE
nancy.massicotte@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Un homme de 54 ans de Shawinigan, connu des milieux policiers, a été arrêté le 29 avril vers midi pour une agression armée dans un dépanneur.

Il s'est en effet pointé dans un dépanneur de l'avenue St-Marc à Shawinigan comme client. Mécontent, il a sorti un couteau devant l'employé présent pour

ensuite quitter à pied. Il n'y a pas eu de vol ni de blessé.

Les policiers de la Sûreté du Québec du poste de la ville de Shawinigan ont été appelés sur les lieux et ont localisé le suspect à proximité du dépanneur. Il a été arrêté pour agression armée, menaces et possession de méthamphétamine. Le suspect est demeuré détenu et devrait comparaître par voie téléphonique jeudi pour répondre à différentes accusations.

FACULTÉS AFFAIBLIES

Arrestation grâce au signalement d'un citoyen

TROIS-RIVIÈRES (NM) — La collaboration de la population a permis l'arrestation d'un conducteur en état d'ébriété à Shawinigan plus tôt cette semaine.

Vers 17 h 30 le 25 avril, les policiers de la Sûreté du Québec ont en effet reçu un signalement concernant un véhicule qui zigzagait dans le secteur de la 113e Rue à Shawinigan. Les policiers ont été en mesure de localiser et d'intercepter ce conducteur pour conduite avec capacité

affaiblie par l'alcool.

Au poste, l'homme de 50 ans de Shawinigan a échoué l'alcootest. Il avait dans le sang plus du double de la limite permise en alcool. Il a été libéré avec une citation à comparaître. Son permis de conduire a été suspendu pour 90 jours. Il pourrait faire face à une accusation de conduite avec les capacités affaiblies par l'alcool à une date ultérieure au palais de justice de Shawinigan.

Incendie suspect à Bécancour

NANCY MASSICOTTE
nancy.massicotte@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Une enquête est présentement menée sur un incendie d'origine suspecte survenu à Bécancour dans la nuit du 28 au 29 avril vers 1 h 45.

C'est le service des incendies de Bécancour qui a d'ailleurs fait appel aux policiers de la Sûreté du

Québec concernant l'incendie d'un véhicule dans le stationnement du motel Bécancour dans le secteur Gentilly. L'incendie a également endommagé un mur du motel. Quant au véhicule, il est une perte totale.

Un jeune homme de 18 ans a été rencontré par les policiers à ce sujet. L'enquête se poursuit et un technicien en scène de crime va faire l'expertise de la scène.

COVID-19

Conditions de travail modifiées pour les pompiers de Trois-Rivières

NANCY MASSICOTTE
nancy.massicotte@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La pandémie a forcé les pompiers de Trois-Rivières à revoir leurs façons de travailler et d'intervenir, surtout après que l'un d'eux ait été testé positif et que ses collègues aient dû être placés en isolement.

Présentement, tous les pompiers

sont de retour au travail mais celui-ci a dû être repensé dans le contexte actuel. «Nos équipes sont complètes et nous poursuivons pleinement notre mission, mais différemment», précise Dany Cloutier, directeur de la Direction de la sécurité incendie. Il précise que les conditions de travail ont été modifiées pour résoudre certains enjeux de santé publique reliés notamment à la mobilité du

personnel temporaire.

Dans cette optique, la Direction du services des incendies rappelle que les feux à ciel ouvert sont interdits. On souhaite ainsi restreindre les interventions et protéger le personnel pompier du risque de transmission. «Il faut comprendre que ces activités représentent un haut danger d'incendie, particulièrement au printemps. Pour cette raison, seuls les feux récréatifs

effectués dans un foyer extérieur muni d'un pare-étincelles conforme sont actuellement autorisés. Le citoyen doit toutefois éviter toute source de nuisance, comme la fumée», précise M. Cloutier.

D'un autre côté, le nombre d'interventions est moins élevé depuis le début du confinement en raison de la diminution de la circulation et des accidents. Selon M. Cloutier, les appels sont réduits de 30 %

comparativement à pareille date l'an passé.

Et au niveau de la sécurité civile, M. Cloutier annonce du même coup qu'il est peu probable qu'il y ait des inondations à Trois-Rivières cette année. Les niveaux des cours d'eau sont actuellement inférieurs au risque d'inondation, grâce aux conditions météo qui sont favorables à une fonte progressive des glaces.

DÉCONFINEMENT

Le système tiendra-t-il le coup?

ÉLISABETH FLEURY
efleury@lesoleil.com

Les urgences des hôpitaux québécois, les unités de soins intensifs et d'hospitalisation sont-elles prêtes à faire face à une augmentation prévisible des cas de COVID-19 dans la population avec le déconfinement annoncé par le gouvernement Legault? L'Association des médecins d'urgence (AMUQ) et la Société des intensivistes du Québec (SIQ) ne cachent pas leurs inquiétudes, mais la ministre de la Santé et le directeur national de santé publique se veulent rassurants.

«Est-ce qu'on est prêt à faire face à une augmentation des cas? En ce moment, ça ne va pas bien dans l'est de Montréal, les hôpitaux sont bondés, les urgences débordent. Je suis à l'hôpital [Maisonnette-Rosemont] aujourd'hui, et j'ai un patient qui est sur une civière depuis 110 heures avec un COVID positif [...]. Ce n'est pas supposé, ça, les patients COVID doivent pouvoir monter sur les étages et avoir des soins en isolement. À l'urgence, on est supposé de faire des évaluations, pas des hospitalisations», rappelle en entrevue le président de l'AMUQ, le Dr Bernard Mathieu.

Le problème, explique-t-il, c'est que «les lits d'hospitalisation sont pleins parce que les résidences ne veulent pas reprendre les patients [qui n'ont plus besoin de soins actifs] ou que les ressources intermédiaires n'ont pas assez de personnel pour surveiller les patients qui font de l'errance et qui sont COVID positifs».

Le président de l'AMUQ souligne qu'en plus, on veut «ouvrir la machine» et recommencer à faire des chirurgies moins urgentes. «Pour ça, ça prend des lits. Et si on rouvre les industries, il risque d'y avoir des accidents et des gens qui vont avoir besoin de soins. Mais on déborde déjà.»

Chez les intensivistes, on s'attend aussi à une augmentation de la pression sur les urgences, les unités de soins intensifs et les lits d'hospitalisation des hôpitaux avec le déconfinement annoncé. «La reprise de plusieurs secteurs économiques, la réouverture des chantiers de construction, l'augmentation de la circulation sur les routes vont apporter leur lot de patients blessés. Si on n'a pas de place pour les recevoir, ça va être un problème», expose le président de la SIQ, le Dr Germain Poirier.

Jusqu'à maintenant, les unités de soins intensifs n'ont pas été mises à rude épreuve avec la COVID-19, note le Dr Poirier. Normal, la population est confinée depuis un mois et demi.



— PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

SOINS INTENSIFS: LES DÉFIS

«Actuellement la capacité des soins intensifs est loin d'être atteinte. On est loin des prédictions. Les soins intensifs au Québec étaient prêts à recevoir facilement le double, voire le triple, de patients que ce qu'ils voient actuellement, donc on a quand même une bonne zone *buffer*, on peut en prendre encore, des patients. Mais une fois qu'on prend ces patients-là, il faut qu'ils puissent monter aux étages, et actuellement, le problème [à Montréal] n'est pas aux soins intensifs, mais aux étages. Les étages [de certains hôpitaux montréalais, dont Maisonnette-Rosemont et Sacré-Coeur] sont submergés de patients COVID», observe le Dr Germain Poirier.

Un autre défi pour les unités de soins intensifs des hôpitaux, c'est de garder des zones où les patients ne sont pas contaminés par la COVID, ajoute le Dr Poirier.

«Actuellement, ce qu'on redoute, ce sont les porteurs asymptomatiques. Il y a des gens qui entrent à l'hôpital pour autre chose que la COVID et qui sont porteurs asymptomatiques. On en a eu un hier qui est entré à l'hôpital [Charles-LeMoine] pour un problème d'occlusion intestinale, pour une chirurgie urgente, et qui faisait de la fièvre. Il y a six mois, on ne l'aurait pas dépisté, on se serait dit: il fait de la fièvre parce qu'il a une occlusion. Mais on lui a mis une tige dans le nez, et finalement, il était COVID. Si on ne fait pas attention, ce sont des patients qui pourraient facilement infecter d'autres patients et même le personnel hospitalier. C'est un challenge, ça. Comment *screener* tout ce monde-là? Faut-il *screener* toute la population, tous les patients?»

LES RÉGIONS PAS À L'ABRI

Si la Capitale-Nationale et les régions ont été relativement épargnées par le nouveau coronavirus dans les dernières semaines, le scénario pourrait changer avec la

réouverture des écoles, des services de garde et de certaines activités économiques, et avec l'augmentation de la circulation interrégionale que permettra la levée des barrages routiers.

«C'est certain que le déconfinement peut amener une deuxième vague, et le risque, ça pourrait être de voir se remplir les unités de soins intensifs et les lits d'hospitalisation. La première vague a été moins importante que ce qu'on avait prévu pour les soins intensifs, probablement grâce au confinement et aux mesures socio-sanitaires. Mais si on est frappé par une deuxième vague, et si on veut en plus une reprise des blocs opératoires, aller de l'avant avec les cas de cancers, les chirurgies, ça pourrait engorger le système de façon importante», prévient le Dr Poirier, qui souligne en outre que les gens ont évité de consulter à l'hôpital dernièrement par crainte de contracter la COVID-19. «Quand ils arrivent finalement à l'hôpital, on s'aperçoit qu'ils ont trop attendu, et ils se retrouvent aux soins intensifs...»

Le Dr Bernard Mathieu souligne lui aussi l'importance de garder de la place dans nos hôpitaux pour les patients «non COVID». «Le premier ministre nous disait qu'il y avait 6000 lits d'hospitalisation au Québec, elles sont où ces 6000 places-là? [...] Est-ce que c'est bien équilibré dans le réseau? Manifestement pas, parce qu'il y a l'est de Montréal qui déborde, et partout ailleurs, ça ne déborde pas. Il n'y a pas de distribution régionale des cas, semble-t-il, et ça, c'est problématique», déplore le président de l'AMUQ.

MANQUE DE PERSONNEL

L'aménagement de sites alternatifs, comme l'Hôtel Place Dupuis de Montréal, peut être une solution pour libérer les hôpitaux, mais il est difficile d'y donner les soins appropriés, les lits et les salles de bains n'étant pas adaptés. Et, de toute

façon, «il y a de l'attente pour ces places-là aussi, et s'il y a de l'attente partout, à l'hôpital, on va déborder», insiste le Dr Mathieu, pour qui il faut impérativement trouver le moyen de retourner les patients dans leur milieu de vie.

Sauf que le personnel dans les milieux d'hébergement pour aînés sont débordés avec les éclosions de COVID-19. En début de semaine, il manquait plus de 10 000 employés dans le réseau de la santé.

Autre inquiétude pour le Dr Mathieu: le matériel de protection. «On a encore des problèmes de gestion de matériel. Chaque jour, on se demande si on va manquer de jaquettes, de gants, de masques», dit-il.

Dans les régions, les hôpitaux seront-ils en mesure, selon lui, de faire face à une augmentation des cas de COVID qui viendra avec le déconfinement? «Si les patients en région ne sont pas trop malades, les hôpitaux locaux devraient en principe être en mesure de les traiter, mais les cas graves de soins intensifs, ça va être plus difficile [...] Pour des soins intensifs légers, ça peut aller, mais si le patient a besoin d'un respirateur et tout, ça risque d'être compliqué», analyse le Dr Mathieu.

Les cas les plus graves risquent donc de se retrouver à Québec ou à Montréal, et ça, «il ne faut pas qu'il y en ait trop», prévient le président de l'AMUQ, qui comprend néanmoins que les enfants doivent retourner à l'école et que les industries doivent rouvrir. «Mais il ne faudrait pas que la situation devienne partout dans le réseau comme elle l'est à Montréal», dit-il.

PRÉSERVER LES RÉGIONS

Selon le Dr Mathieu, il faut garder isolées les régions les moins touchées par la COVID «pour que ça reste comme ça». «Il ne faudrait pas commencer à faire des mouvements de population, que les gens de Montréal aillent contaminer les gens de la Gaspésie ou des Îles-de-la-Madeleine, par exemple. Il faut continuer de les restreindre» tant qu'on n'aura pas vu une diminution significative des cas de COVID-19, croit le Dr Mathieu.

Mercredi, la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbeault, a annoncé en conférence de presse que, si tout va bien, les contrôles policiers seront retirés à partir du 4 mai pour les régions des Laurentides, de Lanaudière, de Chaudière-Appalaches et pour la ville de Rouyn, du 11 mai pour l'Outaouais (à l'exception de Gatineau), l'Abitibi, La Tuque et le Saguenay—Lac-Saint-Jean, et du 18 mai pour les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, de Charlevoix et de la Côte-Nord.

Arruda et McCann confiants

(ÉF) — La ministre de la Santé, Danielle McCann, a convenu mercredi que Montréal demeurerait «un secteur chaud» et qu'il fallait «vraiment stabiliser davantage nos établissements, nos CHSLD».

«C'est ce qu'on est en train de faire», notamment «grâce à tout le monde qui est venu nous prêter main-forte», a dit la ministre, selon qui on verra aussi plus d'entraide entre les hôpitaux pour soulager ceux qui sont en difficulté. Déjà, a-t-elle précisé, des patients d'hôpitaux montréalais ont été transférés dans le Suroît, à Charles-LeMoine et à Pierre-Boucher.

Danielle McCann ne croit toutefois pas que le décloisonnement des régions mettra à risque le système de santé. «On suit de jour en jour la fameuse courbe, les hospitalisations en général et les soins intensifs. Et on voit qu'il y a une stabilisation au niveau de l'hospitalisation et des soins intensifs. Les chiffres qu'on vous donne, ça comprend des gens qui ont la COVID-19 mais qui n'ont plus besoin du plateau technique de l'hôpital. Et les deux tiers des gens qui ont été hospitalisés et qui ont eu des soins intensifs sont dans la grande région de Montréal. Alors, on n'est pas préoccupé autant pour les autres régions que pour la région de Montréal actuellement, mais on a quand même fait des préparatifs dans les autres régions du Québec», a assuré la ministre McCann.

Pour le Dr Horacio Arruda, «s'il y a une place où les robinets peuvent laisser couler un peu d'eau, actuellement, c'est bien dans les régions plus périphériques que celles de la Communauté métropolitaine de Montréal». Le directeur national de la santé publique a fait valoir mercredi que les régions avaient de plus petites populations «qui ont moins de probabilités de grands contacts». «Et elles sont en train de se préparer, en termes de ressources humaines, pour ne pas avoir les problématiques qu'on a eues [à Montréal]», a dit le Dr Arruda.

La ministre de la Santé a renchéri: «L'avantage, pour les régions qu'on déconfiner, c'est qu'elles ont appris de Montréal et de la grande région de Montréal, qui ont été prises par surprise, avec la semaine de relâche, la densité de la population... On a révisé tous nos protocoles dans le réseau de la santé et des services sociaux. Donc, les régions qui ont été moins touchées ont appris, ont mis en place ces protocoles, [...] et on a prévu une capacité. Mais effectivement, on compte sur la population pour suivre les mêmes consignes, parce que si on voyait qu'il y avait une augmentation significative, on serait obligés de refermer le robinet.»

IMPÔTS

1,5 M de contribuables profitent du mois de plus

OLIVIER BOSSÉ

obosse@lesoleil.com

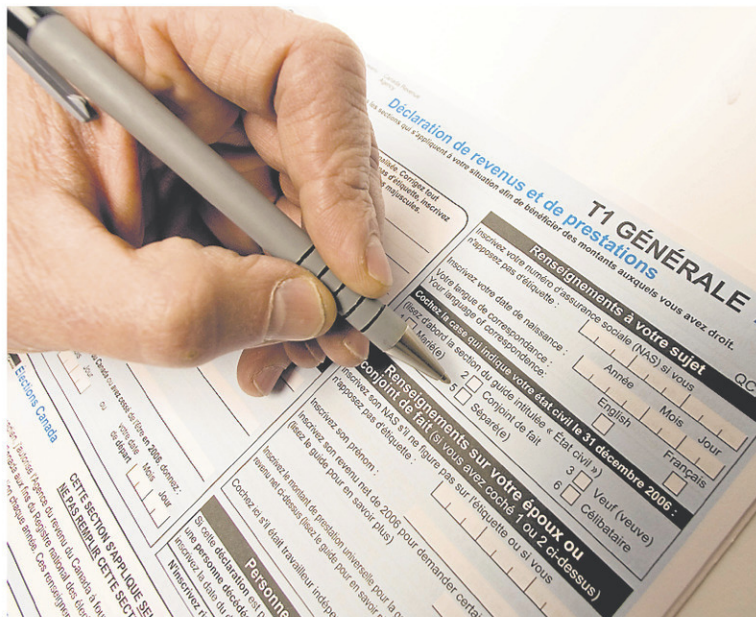
Sans la COVID-19, la date limite pour produire sa déclaration de revenus serait ce jeudi, le 30 avril. Mais plus de 1,5 million de Québécois profitent du délai supplémentaire d'un mois. Revenu Québec a remboursé 270 millions \$ de moins en impôts qu'à pareille date l'an dernier.

Le 17 mars, le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, annonçait une série d'assouplissements liés à la période des impôts. Mesure phare, la date butoir pour produire une déclaration de revenus était repoussée du 30 avril au 1^{er} juin.

En date de lundi, soit le 27 avril, trois jours avant l'heure de tombée habituelle, Revenu Québec avait reçu 3 490 000 déclarations de revenus. À pareille date l'an dernier, année sans coronavirus et donc sans prolongation, ce total s'élevait à 5 020 000, selon les chiffres fournis par l'agence gouvernementale chargée de la perception des impôts et des taxes.

Quelque 1 530 000 contribuables ont donc cru bon de bénéficier de cette nouvelle échéance et des 32 jours supplémentaires, en tout ou en partie. Il s'agit d'une différence de 30 % avec 2019.

«Ces données témoignent de l'impact significatif de la pandémie en cette période de production de la déclaration de revenus. Elles démontrent aussi la pertinence



Plus de 1,5 millions de Québécois ont décidé de profiter de l'extension du délai offert par Québec pour produire leur déclaration de revenus. — PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

des mesures d'assouplissement», affirme le porte-parole de Revenu Québec, Martin Croteau.

Revenu Québec traite chaque année environ 6,5 millions de déclarations de revenus. Plus ou moins 54 % des contribuables ont donc produit leur déclaration à ce moment-ci. À peine un sur deux. L'an passé, au même moment, ce taux s'établissait à 77 %. Plus des trois quarts.

80 % ONT ÉTÉ TRAITÉES

Lors de son annonce, le ministre Girard incitait néanmoins «tous les contribuables à produire leur

déclaration de revenus pour le 30 avril. Notamment pour ceux qui anticipent un remboursement», avait-il souligné, promettant les mêmes délais de remboursement qu'en temps normal, malgré la crise.

Près de 9 déclarations sur 10 ont été transmises par voie électronique, l'autre 10 % l'étant par la poste. Cette proportion s'avère presque identique à 2019. Il en résulte que, toujours en date du 27 avril, 80 % des 3,5 millions de déclarations de revenus reçues ont été traitées et un avis de cotisation a été émis.

On assure à l'agence que «le délai moyen de traitement des déclarations de revenus qui ont donné lieu à un remboursement est demeuré le même que l'an dernier».

«Le fait que le traitement des déclarations de revenus soit hautement mécanisé a diminué les effets que pourrait avoir la COVID-19 sur nos opérations, explique M. Croteau. En effet, la grande majorité des déclarations de revenus sont transmises par voie électronique, grâce à notre service ImpôtNet. Revenu Québec continue de traiter les déclarations qui nécessitent l'intervention d'un agent, qui sont beaucoup moins nombreuses.»

270 M \$ EN MOINS

Une somme globale de 2,493 milliards \$ a ainsi été retournée à 2 172 121 contribuables québécois jusqu'ici ce printemps. Quand même 270 millions \$ de moins que les 2,763 milliards \$ payés à 2 565 115 citoyens à pareille date l'an dernier.

Ceux qui devront de l'argent à l'État auront pour leur part trois autres mois de plus pour s'acquitter de l'impôt à payer et des acomptes provisionnels. Une augmentation du délai de traitement de leur déclaration est à prévoir, confirme M. Croteau, mais cela ne les dispense pas de régler leur solde au plus tard le 1^{er} septembre.

Lors de son annonce, le ministre Girard avait estimé à 7,7 milliards \$ l'entrée d'argent reportée dans le temps par ces mesures pour l'État québécois.

Gildan suspend son dividende et coupe les salaires de ses dirigeants

La Presse canadienne

MONTREAL — Vêtements de Sport Gildan annonce la suspension de son dividende trimestriel et une réduction de la rémunération des ses dirigeants après avoir subi des pertes nettes de 99,3 millions \$ US au premier trimestre de 2020 en raison de la pandémie mondiale de la COVID-19.

L'entreprise dont le siège social est établi à Montréal annonce aussi la suspension du rachat d'action et le report des dépenses d'investissement non essentielles et des

charges discrétionnaires.

De plus, les membres du conseil d'administration, le chef de la direction et les vice-présidents ont subi des baisses de salaire de 50 %; le personnel de haute direction a subi des baisses de salaire de 20 % à 35 %; et la plupart des employés travaillent maintenant quatre jours par semaine.

Pour la période s'étant terminée le 29 mars, Gildan rapporte avoir perdu 99,3 millions \$ US ou 0,50 \$ US par action sur une base diluée. Une performance difficile comparée à la même période l'an dernier alors que l'on affichait un

profit de 22,7 millions \$ US ou de 0,11 \$ par action.

En excluant les éléments non récurrents, Gildan a dégagé un bénéfice net ajusté de 11,2 millions \$ US ou de 0,06 \$ US par action. Un recul par rapport aux 32,8 millions \$ US ou 0,16 \$ US par action du premier trimestre de 2019.

Les revenus de l'entreprise sont en chute de 26,4 %, passant de 623,9 millions \$ US, l'an dernier, à 459,1 millions \$ US en 2020.

«La performance de la Société a été à la hauteur des attentes au cours des deux premiers mois du

trimestre, mais lorsque les mesures prises pour ralentir la transmission de la COVID-19 dans le monde entier se sont multipliées en mars, nous avons commencé à observer un ralentissement notable de la demande visant nos produits de base, en particulier dans le réseau des vêtements à imprimer où nos produits sont habituellement destinés à des événements promotionnels, sportifs et de divertissement ainsi qu'à d'autres grands rassemblements et événements culturels», peut-on lire dans le communiqué publié mercredi par la société.»

TORONTO
15 228,11
+ 429,82

NEW YORK
24 633,86
+ 532,31

S&P 500
2939,51
+ 76,12

PÉTROLE
\$US 15,06
\$US + 2,72

DOLLAR
cUS 71,83
cUS + 0,29

EURO
\$CAN 1,5117
cCAN - 0,42

Physi-K victime de la crise

AUDREY TREMBLAY

audrey.tremblay@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Il n'y a aucun doute que la crise aura des répercussions sur les entreprises. Alors que certains craignent toujours de ne pas pouvoir passer à travers, d'autres doivent déjà fermer leurs portes. C'est le cas de Physi-K qui ne rouvrira pas après le confinement, et ce, malgré les différents programmes gouvernementaux.

«C'est beaucoup de nuits sans sommeil, et c'est très stressant. [...] De voir s'écrouler tous les efforts et le travail qu'on a mis... c'est beaucoup de temps et beaucoup d'énergie», témoigne Myrienne Courteau, une des trois actionnaires de l'entreprise.

«Au début, j'avais bon espoir qu'on pourrait rouvrir rapidement. On avait un peu de lousse, mais quand on a su qu'on ne pourrait pas rouvrir tout de suite, la décision a dû se prendre», poursuit-elle.

Les trois associés n'ont eu d'autres choix que de mettre la clé sous la porte. Une décision qui a été réfléchiée et analysée. D'ailleurs, les propriétaires se sont entourées de professionnels afin de les guider



On voit les trois associées de l'entreprise, Émilie Blanchard, masso-orthothérapeute, Myrienne Courteau, kinésiologue et Judith Chalifour, kinésiologue. — PHOTO:FOURNIE

dans toutes les options sur la table avant d'envisager la déchirante décision de fermeture définitive.

«Une entreprise comme ça, c'est comme notre bébé. Il y a beaucoup d'émotions qui entrent en ligne de compte. C'est pour ça qu'on a fait appel à des professionnels», note Myrienne Courteau.

«On existe depuis 8 ans, mais on

a des employés et on est sous la forme actuelle depuis seulement 2 ans. Pour nous, c'était vraiment comme un démarrage d'entreprise. On n'avait pas les moyens de s'endetter. C'était impossible pour nous de prendre un prêt pour subvenir aux besoins de la crise. Sachant qu'on ne pourrait pas ouvrir avant plusieurs

mois, on a décidé de mettre la clé dans la porte avant de s'endetter davantage.»

Évidemment, on a une pensée pour les employés qu'on a dû mettre à pied et les clients qui fréquentaient la clinique.

«On a des clients qu'on a réellement pris en charge, on avait créé de belles gangs et ils se retrouvent

«Ils ont créé de beaux liens de confiance avec leurs clients et on voulait donner la possibilité aux clients qui souhaitent continuer de travailler avec eux d'être en mesure de les rejoindre», insiste Myrienne Courteau.

«On est une belle équipe et on voulait finir ça de la bonne façon», a-t-elle conclu.

un peu seuls en ce moment à cause de ça. On a une pensée pour nos clients qui faisaient partie de la grande famille et nos employés évidemment. Ce n'est vraiment pas facile de les congédier», assure la femme d'affaires.

Les propriétaires ont quand même tenu à conclure cette aventure de façon très respectueuse. Sur la page Facebook de l'entreprise, on peut trouver les coordonnées de certains professionnels du groupe qui poursuivront leurs activités individuellement.

«On a une pensée pour nos clients qui faisaient partie de la grande famille et nos employés évidemment.»

Retour de la clinique d'impôt à Shawinigan

TROIS-RIVIÈRES (GD) — Le Centre d'action bénévole Trait d'Union de Shawinigan annonce la réouverture de la clinique d'impôt sans rendez-vous pour les personnes à faible revenu. Cette clinique sera ouverte les mardis, mercredis et jeudis de 9 h à midi et de 13 h à 16 h à partir du 5 mai. «Ce service est offert aux personnes qui sont dans l'impossibilité de remplir leurs déclarations fiscales. Les bénéficiaires doivent nécessairement être à faible revenu, c'est-à-dire avoir un revenu annuel de moins de 25 000 \$ pour une personne seule et de moins de 30 000 \$ pour un couple. Les revenus d'intérêts annuels quant à eux se doivent d'être de moins de 500 \$», explique le Centre d'action bénévole dans le communiqué annonçant la réouverture de la clinique d'impôt. Les personnes voulant bénéficier de ce service peuvent se rendre directement au CAB Trait d'Union au 4393 boulevard des Hêtres à Shawinigan sur les heures d'ouverture mentionnée précédemment.

Loblaw affiche un profit et des revenus en hausse pour le premier trimestre

La Presse canadienne

Le plus grand épicer du Canada s'attend à subir des «pressions financières» à l'avenir, à mesure que les habitudes d'achat des clients changeront et que les coûts augmenteront pendant la pandémie de COVID-19.

Les Compagnies Loblaw ont enregistré récemment une augmentation de leurs ventes, tout comme les autres grands épiciers du Canada - Metro et Empire -, car les clients ont fait des provisions d'aliments en préparation à leur confinement à la maison et à la fin de leurs sorties au restaurant.

Le premier trimestre de la société «était l'histoire de 14 jours», a affirmé la présidente, Sarah Davis, lors d'une conférence téléphonique avec des analystes mercredi après que Loblaw, qui détient les épiceries Loblaw et les pharmacies Shoppers Drug Mart (les chaînes Provigo et Pharmaprix au Québec), a publié ses plus récents résultats trimestriels.

Loblaw a observé «une ruée vers le commerce de détail» lorsque les

mesures pour combattre la pandémie du coronavirus ont été annoncées, a-t-elle expliqué, notant que le nombre de clients et la taille du panier avaient quadruplé et que le trafic de ses activités en ligne avait triplé.

Le directeur financier, Darren Myers, a indiqué qu'au cours des deux semaines qui ont pris fin le 21 mars, Loblaw avait vu les ventes de ses épiceries augmenter d'environ 44 %. Les ventes des produits pharmaceutiques ont augmenté de 26 %, tandis que celles des autres produits vendus en pharmacie ont bondi de 42 %.

Loblaw calcule que la pandémie a généré des revenus supplémentaires de 751 millions \$ au cours du trimestre, a-t-il précisé.

AVENIR DIFFICILE À PRÉVOIR

Les points positifs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des coûts d'exploitation liés au coronavirus, qui ont commencé à augmenter vers la fin du premier trimestre. «Il est très difficile de prédire comment les ventes évolueront», a affirmé M. Myers, notant que la société s'attendait,

par exemple, à une possible diminution des catégories de dépenses discrétionnaires.

«Depuis le début du deuxième trimestre, nous avons connu un changement prononcé dans la trajectoire de nos ventes.»

Au cours des cinq premières semaines du deuxième trimestre, les ventes de produits alimentaires ont augmenté d'environ 10 %, a-t-il dit, mais les ventes de médicaments ont diminué d'environ 6 %.

Loblaw consacre environ 90 millions \$ toutes les quatre semaines pour ses efforts visant à assurer la sécurité des magasins pour les clients et les employés, pour des augmentations de salaire temporaires et d'autres mesures, a expliqué M. Myers. «Il est difficile pour nous de prédire l'avenir après tout cela», a-t-il affirmé lorsqu'on lui a demandé combien de ces nettoyages, heures supplémentaires et autres coûts Loblaw s'attendait à devoir intégrer de manière permanente à ses activités.

«Je dirais que ce sont des coûts temporaires en ce moment que nous prévoyons de continuer à traverser la pandémie, mais il est trop

difficile pour chacun d'entre nous de prédire ce qui se passera par la suite.» Loblaw s'attend à ce que ces coûts frappent plus lourdement au deuxième trimestre.

TROIS FOIS PLUS DE COMMANDES EN LIGNE

Un point positif pour l'entreprise a été le triplement de la demande pour ses services en ligne, qui comprennent à la fois des options de ramassage en magasin et de livraison à domicile. Loblaw ne s'attendait pas à ce niveau de demande avant deux ou trois ans, a-t-elle précisé.

L'entreprise a travaillé pour augmenter sa capacité à répondre à de nombreuses commandes en améliorant sa technologie et en augmentant les heures de travail, autre choses.

Bien qu'il soit «difficile d'anticiper précisément comment notre entreprise évoluera dans toute nouvelle norme émergente», le président exécutif Galen Weston a indiqué que l'entreprise estimait que «l'épicerie en ligne conservera une part importante de la pénétration actuelle des ventes.»

MALGRÉ LA CRISE PROVOQUÉE PAR LA COVID-19

L'A220 reste dans les plans d'Airbus

JULIEN ARSENAULT
La Presse canadienne

MONTREAL — Dans la tourmente en raison de la pandémie de COVID-19, Airbus estime néanmoins que l'A200 – l'ancienne C-Series de Bombardier – est très bien adapté pour le marché une fois la crise terminée.

Bien que le programme soit toujours déficitaire, l'avionneur européen y est toujours aussi engagé, a expliqué mercredi son président et chef de la direction, Guillaume Faury, à l'occasion d'une conférence téléphonique visant à discuter des résultats du premier trimestre qui s'est soldé par une perte de 515 millions \$ US et des revenus en baisse de 15 %, à 11,5 milliards \$ US.

«Je pense que l'A220 était, est et demeurera un excellent produit, nous y sommes très attachés, a-t-il souligné. Je crois qu'il est très adapté à l'après-crise de la COVID-19 et je suis très heureux que nous ayons effectué cet investissement il y a deux ans.»

Selon M. Faury, plusieurs transporteurs pourraient opter pour des appareils de moins grande taille une fois que les effets de la pandémie se seront atténués, ajoutant que les modèles A220 – qui peuvent transporter de 100 à

150 passagers – et la famille A321 étaient bien positionnés.

Airbus compte 529 commandes pour l'ex-C-Series et huit appareils ont été livrés à trois clients pendant le premier trimestre, selon ce qui a été expliqué au cours de la conférence téléphonique. Toutefois, en raison de la situation actuelle, on repoussera l'accélération de la cadence à Mirabel, où l'on continuera à assembler quatre appareils par mois. L'an dernier, 48 appareils étaient sortis de l'usine.

Le directeur du groupe d'études en management des entreprises en aéronautique à l'UQAM, Mehran Ebrahimi, n'a pas été étonné par les commentaires de M. Faury. À son avis, les problèmes qui affligent la famille d'avions 737 Max de Boeing ainsi que l'échec récent de l'alliance entre l'avionneur américain et Embraer – propriétaire de la famille d'avions E2, qui sont des concurrents directs de l'A220 – profiteront à Airbus.

«Tous les projets de développement prévus dans l'acquisition d'Embraer par Boeing pour venir concurrencer l'A220 tombent à l'eau, a expliqué l'expert en entrevue. C'est pour cette raison que M. Faury adopte un ton rassurant.»

De plus, les passagers risquent d'être craintifs lorsque viendra le temps de s'entasser avec des centaines d'autres personnes dans



Airbus estime que l'A200 est très bien adapté pour le marché une fois la crise terminée. — PHOTO: LA PRESSE CANADIENNE

des avions gros porteurs, qui comportent deux couloirs en cabine, a estimé M. Ebrahimi. Cela risque ainsi de stimuler la demande pour des appareils de la taille de l'A220, a-t-il estimé.

Airbus, qui contrôle la famille d'appareils depuis l'été 2018, a vu sa participation grimper à 75 % dans le programme en février alors que Bombardier avait décidé de quitter l'aventure. La part de l'État québécois – qui a injecté 1 milliard \$ US en 2016 – était passée de 16 % à 25 % sans injection de fonds

supplémentaires.

En dépit de ses commentaires à l'endroit de l'A220, M. Faury a récemment envoyé une lettre à quelque 135 000 employés dans laquelle il signalait que la survie du groupe pourrait être «en jeu» si aucun geste n'était posé.

Au cours de la conférence téléphonique, mercredi, le grand patron d'Airbus a estimé être dans la «crise la plus grave que l'industrie aérospatiale ait jamais connue».

Par ailleurs, dans un message

envoyé à ses membres, l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMTA) a repris le passage d'une note d'Airbus Canada à l'effet qu'elle ne serait pas en mesure de se qualifier pour la subvention salariale d'urgence d'Ottawa.

La présence d'une agence gouvernementale – Investissement Québec – dans le partenariat et la forme juridique de la société en commandite poseraient problème.

«Nous discutons avec le gouvernement fédéral pour s'assurer que nous remplissons tous les critères», s'est limité à indiquer la porte-parole d'Airbus Canada, Marcella Cortellazi, dans un courriel.

Au début du mois d'avril, une entente valide au moins jusqu'au 4 mai avait été annoncée entre le syndicat et l'employeur afin de permettre à environ 1000 des quelque 2800 travailleurs de Mirabel en congé forcé depuis le 24 mars de toucher davantage que ce qui était offert par le gouvernement Trudeau.

Dans sa missive, l'AIMTA a rappelé qu'une disposition de l'entente stipulait qu'il n'y aurait pas d'effet pour les paiements déjà effectués aux travailleurs dans le cas où l'employeur ne se qualifierait pas pour la subvention salariale.

Contrefaçon: Amazon dans le viseur de la Maison-Blanche

SAN FRANCISCO (AFP) — Amazon a été placé par le gouvernement américain sur une liste d'entreprises qui ne luttent pas suffisamment contre la contrefaçon, d'après le rapport annuel du représentant américain au commerce sur la propriété intellectuelle, publié mercredi.

Le cabinet, qui dépend directement du président des États-Unis, a ajouté cinq plateformes d'Amazon (Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne et Inde) sur la liste des «marchés notoires pour la contrefaçon».

Le rapport assure qu'Amazon ne lutte pas assez contre les ventes de telles marchandises et déclare que des détenteurs de propriété intellectuelle se sont plaints «de niveaux élevés de biens contrefaits» sur ces cinq sites de e-commerce.

À titre d'exemple, ils estiment, selon le rapport, que sur la plateforme britannique «il est difficile pour les consommateurs et les détenteurs de droits de déterminer

qui vend les produits», et reprochent à Amazon «de ne pas suffisamment contrôler les vendeurs».

Le processus de retrait de contrefaçons serait considéré comme «long et fastidieux, même pour les détenteurs de droits qui participent au programme de protection des marques», précise le rapport.

Le géant du e-commerce a fait savoir son «désaccord profond» avec les conclusions du rapport, qu'il qualifie «d'acte purement politique» de la part de l'administration de Donald Trump. Ce dernier ne cache pas son inimitié pour le fondateur et dirigeant d'Amazon, le milliardaire Jeff Bezos.

«Amazon investit de façon importante dans les technologies et méthodes de détection pour bloquer les acteurs mal intentionnés et empêcher de potentiels biens contrefaits d'être vendus dans nos magasins», a réagi un porte-parole du groupe par email.

«Nous travaillons aussi avec les

autorités et leur signalons tous les vendeurs de contrefaçon confirmés pour les aider dans leurs enquêtes».

La liste des «marchés notoires pour la contrefaçon» de 2019 donne des exemples de vendeurs soupçonnés de faciliter cette pratique illégale, mais ne constitue pas une accusation formelle ou le prélude à une action en justice.

Cet examen annuel «a aussi identifié une inquiétude croissante sur la prolifération de biens contrefaits facilitée par les réseaux sociaux», mentionne le rapport, citant notamment le géant chinois WeChat.

Des services de streaming et des sites de commerce en ligne en Chine, Italie, Pologne, Indonésie et d'autres pays sont aussi listés.

Le rapport évoque aussi Pirate Bay, un site de téléchargement de contenus dans le viseur des autorités depuis des années, qui est encore actif malgré les nombreuses fermetures de ses différentes versions.

Les compagnies aériennes sabrent des milliers d'emplois

PARIS (AFP) — Les compagnies aériennes assommées par la crise du coronavirus et sans perspectives de rebond avant de longs mois, voire des années, suppriment des emplois par milliers, entraînant dans leur chute toute la filière aéronautique.

Face à un trou d'air qui pourrait durer – jusqu'à deux ou trois ans disent les experts, et certains grands patrons du secteur – les plans sociaux se succèdent.

British Airways a annoncé mardi la suppression de 12 000 emplois, sur un total de 42 000.

La même journée, la scandinave SAS et l'islandaise Icelandair ont annoncé le départ de 5000 employés pour la première et 2000 pour la seconde.

Les professionnels du secteur, habitués à encaisser les chocs et à rebondir rapidement – comme après le 11 septembre 2001 ou la crise financière de 2008 – redoutent cette fois le double effet d'une récession mondiale et de la prudence de

voyageurs tétanisés par la propagation rapide et mondiale du coronavirus.

«De nombreuses compagnies se sont retrouvées en défaut de paiement (...) les gouvernements apportent un soutien substantiel mais la situation reste extrêmement fragile», a commenté mardi Brian Pearce, le responsable financier de l'Association internationale du transport aérien (Iata).

«La situation n'est pas réglée du tout. En début d'année les compagnies disposaient en moyenne de deux mois de réserves de trésorerie qu'elles ont déjà épuisées», a-t-il ajouté.

En mars, le trafic aérien mondial a enregistré la plus forte baisse de son histoire récente avec une chute de 52,9 % par rapport à la même période de l'an dernier, retombant au niveau de 2006, selon l'Iata, qui estime que 25 millions d'emplois dans le secteur de l'aviation et les activités associées sont menacés dans le monde.

le monde

Elon Musk juge le prolongement du confinement «fasciste» et «pas démocratique»

NEW YORK (AFP) — Elon Musk, le fantasque patron de Tesla, a qualifié mercredi de «fasciste» le prolongement du confinement pour endiguer la propagation du Covid-19, maladie causée par le nouveau coronavirus. «Le prolongement du confinement (...) emprisonne de force les gens chez eux, contre leurs droits constitutionnels, c'est mon opinion. C'est

violier les libertés des individus de manière horrible et injuste», a-t-il déclaré, interrogé sur l'impact financier de la crise sanitaire sur les entreprises lors de la conférence téléphonique d'analyse des résultats trimestriels de Tesla.

«C'est scandaleux! C'est un scandale. Ça va faire un grand mal (aux entreprises), pas seulement à Tesla», s'est-il emporté.

M. Musk, connu pour ses déclarations tapageuses, a par la suite profité d'une question sur une éventuelle politique de grands travaux, pour enfoncer le clou. «Dire aux gens qu'ils ne peuvent pas quitter leurs maisons et qu'ils seraient arrêtés s'ils le faisaient, c'est fasciste. Ce n'est pas démocratique. Ce n'est pas la liberté. Rendez aux gens leur satanée liberté», a-t-il

tempêté dans son traditionnel ton monocorde.

Un peu plus tôt, le dirigeant, considéré par de nombreux observateurs comme un visionnaire, avait joint sa voix à celles d'hommes d'affaires appelant à la fin du confinement. «Libérez l'Amérique maintenant!», a-t-il notamment tweeté.

La colère d'Elon Musk intervient après le prolongement du

confinement en Californie et notamment à Fremont, ville abritant l'usine américaine de Tesla près de San Francisco.

Tesla avait accepté à contre-cœur de fermer celle-ci le 19 mars dernier et souhaitait la rouvrir le 4 mai. Mais face à la décision des autorités sanitaires, le constructeur de véhicules électriques ne sait pas quand l'activité pourra reprendre.

Washington affirme qu'un médicament, le remdesivir, agit contre le coronavirus

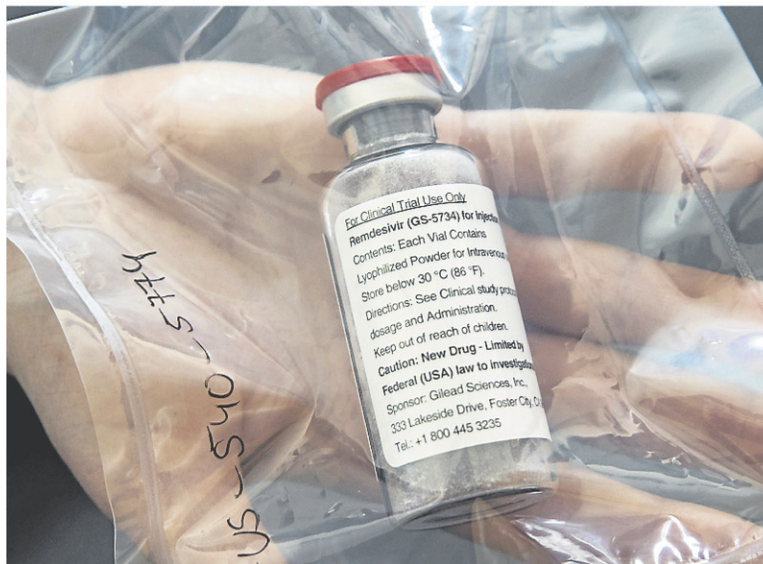
WASHINGTON (AFP) — Quatre mois après le début de l'épidémie de Covid-19, le gouvernement américain a allumé mercredi une lueur d'espoir en rapportant qu'un médicament autrefois développé contre Ebola, le remdesivir, semblait avoir pris sur le nouveau coronavirus, et avait accéléré de plusieurs jours le rétablissement des cas les plus graves dans un grand essai clinique.

C'est à ce jour la percée thérapeutique la plus solide contre le coronavirus. Si de multiples traitements sont testés dans les hôpitaux du monde entier, aucun n'a encore prouvé son efficacité dans un essai aussi grand et aussi rigoureux, avec placebo. Aucun vaccin n'existe.

Les Instituts de santé américains (NIH) ont annoncé que l'antiviral expérimental remdesivir du laboratoire américain Gilead avait aidé des malades hospitalisés à se rétablir 31 % plus vite, selon les résultats préliminaires d'un essai clinique contre placebo incluant un millier de patients. «Les données montrent que le remdesivir a un effet clair, significatif et positif pour réduire le temps de rétablissement» des malades, a déclaré Anthony Fauci, directeur de l'Institut des maladies infectieuses qui a dirigé l'essai, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche.

«C'est une preuve de concept très importante, car cela prouve que nous pouvons bloquer le virus», a dit le haut responsable scientifique, prudemment optimiste, mais qui affirme que le remdesivir peut désormais devenir un traitement standard contre les formes graves de la maladie.

Le président Donald Trump a dans la foulée demandé à l'Agence américaine du médicament (FDA)



Le remdesivir a d'abord été développé pour lutter contre Ebola. — PHOTO AFP

d'accorder «rapidement» une autorisation d'utilisation en urgence qui permettrait au remdesivir d'être administré dans les hôpitaux hors d'essais cliniques.

Vétéran de la lutte contre le sida, Anthony Fauci, 79 ans, a fait le parallèle avec le milieu des années 1980 et les premiers résultats «modestes» de l'AZT, une molécule qui ouvrit la voie aux formidables traitements actuels contre le VIH.

Comparés aux malades ayant reçu un placebo, les patients traités avec le remdesivir, un médicament jamais approuvé contre aucune maladie, se sont rétablis en 11 jours (durée médiane) au lieu de 15 jours, a détaillé un communiqué des NIH.

Le rétablissement est défini comme une sortie de l'hôpital ou un retour à des activités normales. La fiabilité statistique de ce résultat est très élevée.

En revanche, les résultats préliminaires ne montrent pas si le médicament permet de sauver

des vies. La mortalité du groupe de patients traités par remdesivir était de 8 %, contre 11,6 % dans le groupe témoin; une différence trop faible pour exclure que ce soit le fruit du hasard.

L'essai a inclus 1063 patients hospitalisés avec une forme avancée du Covid et des problèmes pulmonaires, sur 47 sites aux États-Unis et 21 autres en Europe et en Asie. Le traitement, par injection intraveineuse, durait 10 jours.

«Quand il y a des preuves nettes qu'un médicament fonctionne, nous avons une obligation éthique d'informer immédiatement les membres du groupe placebo», a ajouté Anthony Fauci. «Je peux vous garantir qu'avec plus de gens, d'entreprises et de chercheurs, cela va encore s'améliorer», a-t-il dit.

ESSAI CHINOIS NON CONCLUANT

De multiples essais sont en cours dans le monde pour tester le remdesivir, d'autres antiviraux ou

encore l'hydroxychloroquine, un médicament contre le paludisme que beaucoup d'hôpitaux expérimentent sans attendre, notamment le professeur français Didier Raoult en conjonction avec un antibiotique.

On attend particulièrement les résultats du grand essai Discovery sur 3200 patients européens, qui comparera quatre traitements.

En attendant les résultats de ces grands essais aux protocoles comparables, l'hydroxychloroquine, initialement fortement promue par Donald Trump, est contestée. Les autorités sanitaires américaines ont formellement déconseillé son utilisation il y a quelques jours en raison des effets secondaires graves sur le cœur.

Lundi, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris a annoncé qu'une molécule appelée tocilizumab s'était montrée efficace dans un essai relativement petit (129 patients). Mais un médicament comparable de Sanofi et Regeneron, le Kevzara, a échoué.

L'annonce de Washington relativise l'importance de résultats non concluants d'une petite étude sur le remdesivir (237 patients), menée dans dix hôpitaux de Wuhan en Chine et publiée quelques heures plus tôt par la revue médicale The Lancet.

Dans l'essai chinois, les malades traités avec le remdesivir n'ont pas fait mieux que ceux traités par placebo. Mais la taille de l'essai, interrompu faute de malades car l'épidémie s'est arrêtée à Wuhan, limite l'interprétation des résultats.

L'Américain Anthony Fauci a jugé l'étude chinoise «non adéquate».

Le remdesivir s'insère dans le matériel génétique du coronavirus et le court-circuite pour l'empêcher de se répliquer.

Trump reprendra les déplacements sous peu

WASHINGTON (AP) — Donald Trump a annoncé mercredi qu'il reprendrait la semaine prochaine ses voyages aux États-Unis et qu'il avait hâte de tenir des meetings électoraux «fous» dès que possible.

Le président a dit à des journalistes qu'il se «réjouissait» d'aller «dans l'Arizona» la semaine prochaine, son premier voyage à travers les États-Unis depuis que l'épidémie de coronavirus a mis le pays à l'arrêt.

Son déplacement dans cet État de l'Ouest américain est consacré à la relance du pays dont l'économie a été mise à terre par le coronavirus. Il n'y aura pas de meeting de campagne, «parce qu'il est trop tôt» pour des événements dans des stades pleins, a expliqué le milliardaire républicain depuis la Maison Blanche.

Mais le septuagénaire, en lice pour un second mandat contre le démocrate Joe Biden, espère tenir de nouveau des rassemblements «dans un futur pas trop lointain».

«J'espère que nous pourrions faire des bons vieux meetings de 25 000 personnes où on fait tous les fous parce qu'on aime notre pays», a-t-il plaidé.

Donald Trump a dit ne pas pouvoir imaginer un meeting ou trois quarts des sièges seraient vides. «Ça ne serait pas très beau à voir», a-t-il assuré.

Il a précisé qu'il se rendrait «très prochainement» dans l'Ohio, un État-clé en vue de la présidentielle de novembre.

Lors d'une réunion avec des responsables de l'industrie américaine, le 45^e président des États-Unis a joué la carte de l'optimisme, insistant sur le fait que la première puissance économique mondiale rebondirait rapidement de cette crise.

Le Rendez-vous des peintres reporté en 2021



GUY VEILLETTE
guy.veillette@lenouvelliste.qc.ca

SHAWINIGAN — La 18^e édition du Rendez-vous des peintres de Sainte-Flore ne se déroulera pas en 2020, mais bien en 2021. Le comité organisateur a confirmé l'évidence cette semaine.

Cette année, l'événement était prévu du 7 au 9 août. L'annonce du gouvernement du Québec d'annuler tous les festivals et événements jusqu'au 31 août ne laissait guère le choix au comité organisateur. L'événement attire habituellement autour de 10 000 visiteurs.

En fait, la seule incertitude qui persiste pour les organisateurs concerne le financement prévu pour 2020 et le renouvellement de l'entente triennale.

En séance publique le 3 mars dernier, le conseil municipal de Shawinigan annonçait de nouveaux protocoles d'ententes avec la Classique internationale de canots de la Mauricie, le Club Optimiste de Saint-Jean-des-Piles (Festival de la pêche), Cyclo-Mauricie (Les Défis du parc), L'Avant-Show (Le Sud en fête), le Rendez-vous des peintres de Sainte-Flore et la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-de-la-Mauricie.

Ces ententes comprennent notamment le versement d'une aide financière sur trois ans pour



Le Rendez-vous des peintres de Sainte-Flore est remis à 2021. — PHOTO: ARCHIVES

appuyer l'organisation de ces événements. Or, la crise de la COVID-19 risque de bouleverser les modalités prévues.

«Nous avons déjà entamé des dépenses pour l'année en cours, pour le début d'organisation de l'activité», explique Dominique Oury, président du conseil d'administration du Rendez-vous des peintres de Sainte-Flore.

«Nous avons soumis ça à la Ville. Nous attendons une réponse,

mais nous sentons une belle ouverture.»

En principe, cet événement devait hériter de 11 050 \$ en 2020, 2021 et 2022.

«On comprend qu'on n'est pas pour demander de nous verser la subvention pour l'année alors qu'il n'y aura pas d'événement», convient M. Oury.

«Mais nous avons quand même quelques dépenses d'engagées.»

Le maire de Shawinigan,

Michel Angers, mentionne que la Ville consulte présentement les organisateurs des divers événements pour établir la suite des choses, compte tenu de leur annulation pour cette année et des ententes prévues. Chaque cas sera analysé selon sa propre situation.

En ce qui concerne le Rendez-vous des peintres de Sainte-Flore, le prochain événement est prévu les 13, 14 et 15 août 2021.

Le Cosplay Fest est annulé

NANCY MASSICOTTE
nancy.massicotte@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Le Cosplay Fest de Trois-Rivières n'échappe pas à la vague de suspension des événements publics à cause de la COVID-19.

La Corporation des événements de Trois-Rivières vient en effet d'annoncer l'annulation de l'édition 2020 du Cosplay Fest qui devait avoir lieu au parc des Chenaux les 24 et 25 juillet.

Par contre, l'organisation travaille déjà en vue de l'édition 2021 et assure que le Cosplay Fest



Le Cosplay Fest mise sur l'univers fantastique des super-héros et des personnages cultes pour divertir la famille. — PHOTO D'ARCHIVES

reviendra en force avec un événement plus grandiose que jamais et qu'ainsi, les amateurs pourront renouer avec leurs princesses et super-héros préférés!

Rappelons que le Cosplay Fest est un événement estival gratuit qui a pour but de divertir toute la famille. En 2019, le Cosplay Fest en était à sa troisième édition et se déroulait pour la première fois au parc des Chenaux, dans le secteur Cap-de-la-Madeleine. Lors de cet événement unique, l'univers fantastique des super-héros et des personnages cultes est mis de l'avant grâce à des installations et des activités hautes en couleur.

ÉCOLE SECONDAIRE LE TREMPLIN

Patrice Michaud surprend des élèves

Ils ont réécrit un couplet dans l'une de ses chansons, dans le cadre d'un concours

MATTHIEU MAX-GESSLER,
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE
DE JOURNALISME LOCAL
LE NOUVELLISTE

m.maxgessler@lenouvelliste.qc.ca

SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN — Les élèves de l'école secondaire le Tremplin, à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, ont eu droit à toute une surprise, mercredi. L'artiste Patrice Michaud leur a envoyé une vidéo dans laquelle il interprète l'une de ses chansons... en partie réécrite par deux élèves.

Ce projet a eu lieu dans le cadre de la semaine du français, qui devait normalement se dérouler du 23 au 27 mars dernier.

Confinement oblige, cette semaine n'a pu avoir lieu cette année. L'une des activités, qui consistait à réécrire un couplet d'une chanson de Patrice Michaud, avait toutefois déjà été entamée. Les gagnants se verraient remettre un prix en argent dans leur compte étudiant, pour leur permettre de payer une sortie scolaire, par exemple.

Ce que les élèves ne savent pas, cependant, c'est que le texte retenu par les juges du concours a été envoyé à Patrice Michaud, dans l'espoir qu'il participe au projet. Pour être honnête, l'une des instigatrices de l'activité, Anick Lauzier, ne pensait pas elle-même que l'artiste répondrait à cette invitation.

«C'était une idée folle [qu'il



Anick Lauzier, technicienne en loisirs à l'école secondaire le Tremplin, l'une des instigatrices du projet.

— PHOTO: SYLVAIN MAYER

enregistre la chanson avec le nouveau couplet], mais on ne pensait pas vraiment qu'elle allait se réaliser, concède-t-elle. Mais mon collègue Étienne Lebrun, qui est animateur à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire, nous a dit: attendez, je connais quelqu'un. Il nous a dit qu'il allait essayer de le contacter.»

Même si la semaine du français est tombée à l'eau en raison de la fermeture des écoles, une certaine d'élèves avaient soumis leur création. Les juges du concours ont donc fait leur choix avant la semaine de relâche. Le projet était toutefois tombé dans l'oubli... jusqu'à ce que Patrice Michaud se manifeste, cette semaine.

«On avait tout oublié, tout était sur pause depuis le 13 mars et on ne savait pas ce que ça donnerait. Mais j'ai reçu la vidéo lundi, et c'est



Les deux gagnantes du concours, Adrielle Gallant et Hélène Labrecque, étaient tout sourire en regardant la vidéo de Patrice Michaud, mercredi soir.

— PHOTO: CAPTURE D'ÉCRAN

vraiment très beau», ajoute-t-elle.

Mme Lauzier, qui est technicienne en loisirs au Tremplin, a donc réuni les gagnantes du concours, Adrielle Gallant et Hélène Labrecque, en vidéoconférence, mercredi soir, après avoir



VIDÉO

À voir la vidéo de Patrice Michaud sur nos applications mobiles et sur lenouvelliste.ca

reçu l'autorisation de diffuser la vidéo. Visiblement ravies de cette attention, les deux élèves confinées ont également appris qu'elles recevraient sous peu l'album de Patrice Michaud, de même qu'un «kit du confiné», comprenant notamment une couverture et des sucreries.

Pour Mme Lauzier, il était important de faire connaître au grand public le geste posé par l'artiste.

«On veut montrer qu'il se passe encore des choses positives, même si on lit et entend beaucoup de mauvaises nouvelles à cause de la COVID-19. C'est important», explique-t-elle.

RETOUR À L'ÉCOLE: «C'EST VRAIMENT ABSTRAIT»

Le beau geste de Patrice Michaud – qui n'a pas souhaité accorder d'interview au *Nouvelliste* – a assurément fait du bien au moral des élèves du Tremplin, qui ont appris cette semaine qu'ils ne pourraient retourner à leur école avant septembre prochain. Mme Lauzier se dit elle-même encore ébranlée par cette nouvelle.

«J'ai fait un appel par Messenger aujourd'hui (mardi) avec les élèves. Ils sont déçus, ils veulent revoir leurs amis. Moi-même, je ne sais pas comment le vivre. Je ne sais pas si on doit être content ou pas. Il y a encore plein de choses qui doivent être réglées par la commission scolaire. C'est vraiment abstrait. Il y a tellement de questions et de zones grises», témoigne-t-elle.

La technicienne en loisirs remercie par ailleurs l'inventeur d'Internet, qui aide élèves et adultes à passer à travers l'épreuve du confinement.

«Une chance qu'on a ça. On s'envoie des messages, parce qu'il a fallu continuer des dossiers. C'est moi qui m'occupe de l'album des finissants et la date de tombée était en avril. J'ai pu tout envoyer à temps», explique-t-elle.

Les grosses productions hollywoodiennes survivront-elles au coronavirus ?

LOS ANGELES (AFP) — Coma artificiel ou certificat de décès? De nombreux professionnels du cinéma s'interrogent sur l'avenir des grosses productions après le coronavirus tandis que les studios d'Hollywood cherchent des solutions innovantes pour relancer les tournages, paralysés par la pandémie.

En Californie, les caméras prennent la poussière depuis la mi-mars, les consignes de distanciation sociale ne faisant pas bon ménage avec les équipes pléthoriques mobilisées sur des plateaux

de tournage parfois exigus. Et même si les autorités commencent à réfléchir à un assouplissement graduel du confinement, des professionnels du divertissement soulignent que l'industrie du cinéma, caractérisée par des coûts de production et des primes d'assurance très élevés, pourrait être radicalement transformée par la pandémie.

«C'est impossible de faire un *Star Wars* ou un film *Marvel* dès demain matin», lance Nicolas Chartier, producteur oscarisé du film *«Démoneurs»*.

«C'est logique, il y a trop de risques juridiques et trop de craintes», abonde son collègue Stephen Nemeth (*Las Vegas Parano*).

«Je n'imagine pas produire un film comme *Dune* en ce moment. Je ne vois pas comment on pourrait faire un film épique comme *Mad Max*. Ces films représentent une équipe de 250 personnes et 250 autres comme extra. Il n'y a pas moyen de contrôler ça», explique-t-il.

Même si la Californie a pris des mesures rapides pour endiguer l'épidémie de COVID-19, l'État a tout de

même enregistré plus de 45 000 cas, majoritairement dans la région de Los Angeles, berceau du cinéma américain.

Le risque est trop grand et les sociétés d'assurance refusent donc de couvrir les interruptions de tournage causées par des cas de coronavirus. Or, ces retards peuvent coûter des millions de dollars lorsqu'il s'agit de films à gros budget dont Hollywood a le secret.

Certains dans les studios ont bien imaginé de faire signer des décharges légales aux employés

pour éviter des procès, mais l'idée semble difficile à mettre en œuvre, surtout s'agissant de vedettes mondialement connues.

D'autres étudient la possibilité de remplacer les figurants humains par des trucages informatiques dans les scènes de foule, mais «cela coûterait une fortune», relève Nicolas Chartier. «À mon avis, les grosses productions telles que nous les connaissons ne seront pas de retour avant qu'on ait un vaccin. Si tant est qu'elles redeviennent un jour ce que nous avons connu», avertit Stephen Nemeth.

Raphaël Gladu honoré par son alma mater

LOUIS-SIMON GAUTHIER
ls.gauthier@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — L'équipe de baseball de l'Université Louisiana Tech et ses partisans n'ont pas oublié Raphaël Gladu. Le joueur des Aigles de Trois-Rivières a été nommé au sein de l'équipe d'étoiles de la décennie de cette formation de la NCAA, qui évolue dans la première division aux États-Unis.

Douze anciens porte-couleurs ont été retenus, dont neuf joueurs de position, incluant Gladu. Quelque 3500 personnes ont participé au vote.

«C'est un bel honneur. Je dirais que c'est l'équipe avec laquelle j'ai eu le plus de plaisir pendant toute ma carrière.»

Le voltigeur des Oiseaux a évolué pour les Bulldogs en 2016 et 2017. Lors de sa dernière année, il avait épaté avec une moyenne au bâton de ,378 et 55 points produits. Cette saison ponctuée de succès allait lui permettre d'être sélectionné en 16^e ronde du repêchage du Baseball majeur, par les Mets de New York.

«C'est un bel honneur. Je dirais que c'est l'équipe avec laquelle j'ai eu le plus de plaisir pendant toute ma carrière. On affrontait de gros programmes, j'ai eu la chance d'avoir une bonne visibilité auprès des recruteurs. Disons que cette



À sa sortie de Louisiana Tech, Raphaël Gladu a évolué dans les filiales des Mets de New York. N'y voyant guère de possibilités d'atteindre le baseball majeur, il s'est tourné vers l'équipe de sa ville, les Aigles de la défunte ligue Can-Am, désormais membres de la Ligue Frontière. —PHOTO: OLIVIER CROTEAU

annonce me donne encore plus le goût de recommencer à jouer au baseball!»

En attendant les mesures de déconfinement relatives aux événements sportifs professionnels – il espère encore pouvoir porter l'uniforme des Aigles cette année – Gladu continue à s'entraîner chez lui et à faire bouger les jeunes de l'Académie les Aigles, grâce à des

vidéos. Il complète aussi ses cours de première année en kinésiologie en ligne, à l'UQTR.

«J'espère encore que nous pourrions jouer dans la Ligue Frontière. Mon objectif principal, c'est d'être avec les Aigles, mais si ça devenait impossible d'avoir une saison, je me tournerais peut-être vers le senior élite avec les Cascades de Shawinigan.»

LES AIGLES TOUJOURS CONFIANTS

Le président de la franchise trifluviennaise de baseball, Paul Poisson, demeure confiant qu'il y aura du baseball au Stade Quillorama cet été. Sous quelle formule? Ça reste à voir.

«Chaque semaine, on s'entretient avec les instances de la Ligue Frontière et tous les présidents des équipes. Nous sommes encore déterminés à avoir une saison. En ce moment, on planche sur un calendrier de 60 ou 66 matchs.»

Le mois de mai sera important pour le baseball indépendant. On ignore à quoi ressemblera l'état de la situation au sud de la frontière. «Les États n'appliquent pas les mêmes mesures de déconfinement. On a ciblé le 1^{er} juin comme une possible date d'échéance pour en venir à une décision.»

Poisson se dit toujours confiant de pouvoir aménager le stade en respectant la distanciation physique. Si les frontières devaient rester fermées, les Aigles et les Capitales de Québec plancheraient sur un plan B... voire un plan C.

«On pense qu'on pourrait organiser du baseball de qualité en restant au Canada, si on peut nous déplacer entre régions. Il y aurait peut-être une possibilité de regarder du côté de la Ligue Intercounty, en Ontario. Nous avons une bonne liste de joueurs canadiens qui pourraient être disponibles, advenant le prolongement de la fermeture des frontières. Vraiment, on étudie beaucoup d'options.»

TEMPLE DE LA RENOMMÉE DU BASEBALL

Larry Walker devra attendre à 2021

MONTRÉAL (PC) — L'ex-Expo Larry Walker devra patienter avant d'être admis au Temple de la renommée du baseball. L'institution de Cooperstown, dans l'État de New York, a annoncé en fin de journée mercredi qu'elle reportait à 2021 ses activités prévues pour le dernier week-end de juillet en raison de la pandémie de COVID-19.

«Je crois que c'est la bonne décision, a indiqué Walker, rejoint par courriel par La Presse canadienne. C'est difficile d'imaginer aller de l'avant avec une telle cérémonie, où environ 80 000 personnes étaient attendues. Avec les règles de distanciation sociale, ça aurait

engendré une situation difficile.

«C'est trop difficile de prévoir quel sera l'état de la situation le 26 juillet et il y a tant de choses à faire afin que ce week-end d'intronisation ait lieu.»

Walker, admis après avoir vu son nom inscrit sur 76,6 pour cent des bulletins au scrutin mené auprès des membres votants de l'Association des chroniqueurs de baseball d'Amérique (BBWAA), devait y être intronisé le 26 juillet en compagnie de la grande vedette des Yankees de New York Derek Jeter, de l'ex-receveur et premier-but Ted Simmons, ainsi que du pionnier de l'Association des joueurs Marvin

Miller.

Ces quatre nouveaux intronisés seront admis le 25 juillet 2021, en compagnie des autres candidats élus par la BBWAA ou le Comité des vétérans. «J'ai maintenant 15 mois pour préparer mon discours! Mais ça n'enlève rien à ce que je ressens et à l'honneur qui m'a été fait!», a ajouté Walker.

C'est la première fois depuis 1960, alors qu'aucun joueur n'avait obtenu les 75 pour cent nécessaires au scrutin, que le Temple de la renommée ne tiendra pas de cérémonie d'intronisation à Cooperstown, mettant ainsi fin à une séquence de 59 années. C'est

aussi la première fois de son histoire qu'une cérémonie prévue est retardée ou annulée. «Le week-end d'intronisation est une grande célébration de notre passe-temps national et de ses plus grandes légendes, a déclaré par communiqué Jane Forbes Clark, présidente du Temple de la renommée et de son musée. Bien que nous soyons déçus d'annuler cet événement, le souci premier du conseil d'administration est la santé et le bien-être de nos nouveaux intronisés, de nos membres et des nombreux partisans et membres du personnel nécessaires à la présentation d'un tel week-end.»

TENNIS EN MAURICIE

À quand la réouverture des terrains?



LOUIS-SIMON GAUTHIER
ls.gauthier@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Le golf est souvent cité comme un sport qui pourrait bénéficier du déconfinement progressif afin de redémarrer ses activités, mais le tennis, avec ses quelque 1200 adeptes en Mauricie, se prête aussi à la distanciation physique.

En se référant aux recommandations de Tennis Canada et de Tennis Québec, les différentes associations de la région ont bon espoir de convaincre les villes de rouvrir les courts extérieurs.

«Oui, c'est possible de jouer au tennis de façon sécuritaire dans le contexte actuel et en appliquant des règles claires», soutient le directeur technique au développement à l'Association de tennis de la Mauricie, Charles Loranger, aussi impliqué au sein de l'Association de tennis de Trois-Rivières et au centre intérieur Tennis 3R, fermé en cette période de confinement.

Loranger prévoit rencontrer la Ville de Trois-Rivières, dans les prochains jours, afin d'exposer le plan suggéré par Tennis Canada.

Celui-ci propose la réouverture des espaces de jeux dans les régions qui s'y prêtent. On y lit que les joueurs doivent garder deux mètres de distance, qu'ils ne peuvent changer de côté et que seuls les matchs en simple seraient autorisés.

Quant aux balles, on conseille de bien les identifier et de ne toucher que celles qui nous appartiennent.



Le tennis se prête, par sa nature et lorsqu'il est joué en simple, à la distanciation physique. Quelque 1200 adeptes pratiquent ce sport sur une base régulière, pendant la saison estivale en Mauricie. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

Il faut quitter le terrain immédiatement après la fin de la partie. Il pourrait être utile de porter un masque et des gants. Partager son équipement est également un geste à proscrire.

«Toutes les mesures de Tennis Canada seraient expliquées aux joueurs. On veut que ce soit le plus sécuritaire possible. Nous sommes confiants que nous serons entendus», enchaîne Charles Loranger.

De plus en plus, les fédérations sportives sont à étudier les pistes de solutions dans le but de ramener leurs membres sur les terrains de jeu. Pour certaines, comme Hockey Québec, le plan risque s'annoncer plus ardu. Le tennis

possède un avantage que d'autres sports n'ont pas: il y existe déjà une certaine distanciation physique.

«Les règlements seraient légèrement modifiés, mais pas pour dénaturer le sport. Je pense qu'on pourra rouvrir les terrains en ciblant certains groupes. Je ne veux pas décourager la pratique chez les gens plus âgés, car je sais que plusieurs d'entre eux sont en pleine forme à 70 ans, mais s'ils sont plus à risque, il faudrait peut-être commencer avec les plus jeunes.»

TROIS-RIVIÈRES, VILLE IDÉALE?

Les citoyens de Trois-Rivières sont gâtés: pas moins de 32 courts

de tennis sont à leur disposition, un peu partout sur le territoire. C'est l'une des villes au Québec où l'on retrouve le plus de terrains, en fonction du nombre d'habitants. Selon Loranger, il y aurait environ 650 adeptes du sport dans la capitale régionale.

On parle aussi d'une cinquantaine de joueurs à La Tuque, 150 autres à Shawinigan et plus de 300 sur le territoire des villes de Nicolet et Bécancour.

Aux quatre coins de la région, les responsables du tennis se disent prêts à une réouverture progressive. «On parle toujours du tennis extérieur évidemment, mentionne Charles Loranger. Il

ya des endroits où il y a quatre, même huit terrains. Est-ce possible de les rouvrir en les espaçant? Je pense que ce serait sain, surtout avec le beau temps qui s'en vient.»

Loranger a même vu des gens s'échanger la balle au parc Lavolette sur les terrains de tennis... sans filet! «De un, j'étais surpris de constater que le terrain était ouvert! Mais de voir du monde jouer sans filet, ça me dit qu'ils ont hâte de retrouver les courts. Ils sont plusieurs à attendre ça.»

En ce qui a trait au pickleball, le terrain est plus petit qu'au tennis, ce qui compliquerait les choses pour un potentiel retour. Ce sport est désormais pratiqué par plusieurs centaines de personnes dans la région.

PAS DE DÉCISION SANS L'ACCORD DE LA SANTÉ PUBLIQUE

À la Ville de Trois-Rivières, on rappelle qu'aucune décision quant à l'ouverture des plateaux ne peut être prise sans l'accord de la Santé publique. Ceci dit, la Direction des loisirs demeure en contact avec ses associations locales, et ce tous sports confondus.

«On attend que le gouvernement provincial nous donne les directives, car c'est lui qui mène le bal. La Ville est un prestataire de services, mais nous devons attendre les recommandations de la Santé publique. D'ici là, dès que nous aurons de nouvelles informations, nous pourrions les communiquer à nos associations», indique l'agent de communication à la Ville de Trois-Rivières, Guillaume Cholette-Janson.

DÉFI DU PARC DE LA RIVIÈRE GENTILLY ANNULÉ

«Cette décision était incontournable»

MARC ROCHETTE
marc.rochette@lenouvelliste.qc.ca

BÉCANCOUR — C'est avec regret que les membres du comité organisateur du Défi du Parc de la rivière Gentilly ont dû prendre la difficile décision de reporter à l'an prochain son édition 2020, à la suite de l'annonce du gouvernement du Québec au sujet des mesures à prendre pour éviter la propagation du coronavirus et l'incertitude qui plane sur la durée de la pandémie.

«Cette décision était incontournable, car nous ne souhaitons aucunement poser des gestes qui risquent de nuire à la santé de nos participants, bénévoles, partenaires et fournisseurs», tient à préciser Claude Grandmont, président du comité organisateur.

«À tous nos participants déjà inscrits, soyez assurés que vos droits demeureront valides pour l'édition 2021. Pour ceux qui souhaiteraient un remboursement, vous serez informés de la procédure à suivre au cours des prochaines semaines», a-t-il ajouté.



Le comité organisateur du Défi du Parc de la rivière Gentilly a dû prendre la difficile décision de reporter à l'an prochain son édition 2020. — PHOTO D'ARCHIVES: OLIVIER CROTEAU

LHJMQ: saisir l'opportunité

STEVE TURCOTTE

CHRONIQUE

steve.turcotte@lenouvelliste.qc.ca



pour le mettre sous contrat, à défaut de quoi il redevient libre. Les joueurs évoluant aux États-Unis et en Europe, eux, ont droit à quatre ans. Le double!

L'avantage est important. Dans les deux premières rondes, ça ne change probablement rien. Ces joueurs vont pratiquement tous être mis sous contrat, de toute façon. Mais plus le repêchage s'étire, plus ça devient un facteur. Tant qu'à prendre une chance avec un gars dans un sport à développement tardif, aussi bien avoir le maximum de temps pour l'évaluer. Un dépisteur de la LNH me disait cet hiver que son équipe plaçait une ligne imaginaire à chaque repêchage à partir de laquelle la consigne était de regarder uniquement vers les États-Unis et l'Europe. Il ne croyait pas que c'était une pratique généralisée à travers la ligue, mais il ajoutait que cette question sur les droits teintait assurément la liste finale de la très

grande majorité des équipes.

Un avis que partage Paul Corbeil, de Paraphe. «Il est évident que le système actuel pénalise les joueurs de la Ligue canadienne. Si les équipes avaient au moins un an de plus, les joueurs pourraient faire tout leur junior avant d'être évalués, l'équilibre serait alors plus grand entre toutes les ligues. Pour en avoir parlé à quelques reprises autour d'un café avec des dépisteurs, disons que c'est un constat assez unanime...»

Ni Corbeil, ni les dépisteurs n'ont malheureusement de poids dans un tel dossier. C'est à la LCH de mettre ses culottes. Elle a un nouveau président, la LCH, vous savez. Dan MacKenzie a été embauché l'été dernier. Il est bien peu visible depuis cette nomination. Voilà un premier cheval de bataille intéressant, non?

Chose certaine, une réglementation plus uniforme pourrait inciter les équipes de la LCH à

ajouter davantage de joueurs de 20 ans dans leur alignement. Ça fait des années qu'une proposition pour passer de trois à cinq vétérans de dernière année par équipe circule d'un bout à l'autre du pays. Le fruit serait alors mûr pour passer à l'action.

Plus de joueurs de 20 ans, ça ne peut que tirer le hockey junior vers le haut. Ainsi que les couches de la pyramide en-dessous. Deux places de moins dans le vestiaire, c'est en effet deux places de moins pour les adolescents de 16 ans dont certains graduent prématurément par défaut, il faut bien l'avouer. Ces 36 adolescents un peu trop verts se retrouveraient donc dans le midget AAA, une manne qui rendrait cette ligue plus puissante. L'effet boule de neige serait par ailleurs ressenti dans le midget Espoir.

C'est donc tout le hockey élite canadien qui a intérêt à voir la LCH tenir son bout face aux géants de la LNH...

Même en ces temps de pandémie mondiale, il y a une opportunité à saisir pour la LHJMQ, et l'ensemble de la Ligue canadienne de hockey.

Leur entente les liant à la LNH est effectivement terminée.

Ce pacte encadre notamment les montants accordés par la grande ligue aux équipes qui développent des joueurs pour elle. Il prévoit aussi comment se déroule la circulation entre les deux niveaux.

Impossible de savoir si Gilles Courteau et ses partenaires canadiens ont des demandes pour

donner leur aval avant d'accoucher d'une nouvelle entente. Courteau ne s'exprimera sur ce sujet, semble-t-il, que lorsque les négociations seront terminées!

Espérons quand même que nos dirigeants sont bien conscients que cette entente de sept ans qui vient de se terminer handicape le hockey junior sur un front bien précis, par rapport à ses rivaux directs. Quel est ce boulet dont il faudrait disposer? De la disparité des droits exclusifs de négociations sur les joueurs qui sont repêchés.

Une équipe de la LNH qui réclame un joueur évoluant au Canada dispose de deux ans

La Ligue nationale miserait sur un retour au jeu dans des arénas vides

La Presse canadienne

La Ligue nationale de hockey ne s'en cache pas; elle souhaite reprendre ses activités au plus vite.

Les scénarios les plus probables font état de matchs disputés à huis clos dans des arénas climatisées en plein cœur de l'été.

Ce qui semble le plan le plus populaire impliquerait de ramener les équipes dans quelques édifices de la LNH afin de compléter une partie, sinon toute la saison avant de lancer les séries éliminatoires et de remettre la coupe Stanley pour la 125^e fois au cours des 127 dernières années.

Le calendrier le plus agressif fait état d'un retour sur glace dans leur aréna respectif des joueurs le 15 mai. Ce serait suivi d'un court camp et de possibles matchs préparatoires en juin, selon ce qu'une source au fait des discussions a déclaré à l'Associated Press.

La saison reprendrait en juillet et la finale serait jouée en septembre a ajouté cette source, qui a requis l'anonymat puisque ces scénarios n'ont pas encore été finalisés.

Mercredi soir, citant un mémo du commissaire adjoint Bill Daly,



Si la Ligue nationale de hockey reprend ses activités en 2020, ça devrait pas mal ressembler à ça dans les gradins...

— PHOTO AP

envoyé aux joueurs et aux équipes, TSN a évoqué que l'échéancier devra tenir du compte du souci d'accorder des chances égales de préparation aux différents clubs, vu que le déconfinement est inégal d'un marché à l'autre.

TSN souligne aussi que tout plan devra avoir le feu vert des joueurs.

Selon TSN, les phases à venir sont dans l'ordre: les joueurs s'entraînant en petits groupes aux installations de leur équipe; le début des camps d'entraînement; le retour des matches.

Le commissaire, Gary Bettman, a précisé qu'aucune décision n'a été prise et noté que les autorités

médicales et gouvernementales seront ceux qui prendront la décision finale sur la reprise des activités sportives.

La LNH et l'Association des joueurs (AJLNH) ont tout de même formé un comité conjoint afin de déterminer une façon de reprendre les activités en juillet, à huis clos.

Mercredi soir, un communiqué conjoint de la LNH et de l'AJLNH a dit que les discussions vont continuer d'être à une fréquence régulière. «Quand nous sentirons que la sécurité des joueurs est assurée, que nous disposons de suffisamment de tests et que nous avons suffisamment de façons de retourner

sur la patinoire, nous serons probablement en mesure de jouer sur quatre ou cinq sites neutres, a déclaré le président des Panthers de la Floride, Matthew Caldwell. Selon moi, nous commencerons à jouer devant quelques partisans seulement ou dans des arénas vides. Il n'y aurait donc que les équipes et leur personnel.»

L'un des scénarios évoqués suggère que les clubs joueront dans quatre arénas en Amérique du Nord. Chacune disputerait environ une douzaine de matchs afin que tous les clubs aient joué le même nombre de rencontres au classement en vue des séries. La saison

a été suspendue avec encore 189 matchs à jouer.

Le capitaine des Oilers d'Edmonton, Connor McDavid, qui siège sur le comité conjoint qui se rencontre de façon hebdomadaire, croit «qu'une saison juste est une saison complète», mais que ce pourrait être impossible. Les joueurs doivent approuver tout plan de reprise des activités.

«Les gars se préparent à devoir jouer cet été, a dit McDavid. Les gars veulent jouer.»

Cela signifiera sûrement de jouer dans des édifices complètement vides. Les règles stipulent que les arénas comptent au minimum quatre vestiaires répondant aux standards de la LNH, un complexe d'entraînement à proximité et des infrastructures hôtelières. Difficulté supplémentaire: ils ne peuvent être situés dans une zone sensible de cette pandémie, bien que la définition d'une telle zone ne soit pas claire. «Dans les scénarios étudiés, nous avons besoin jusqu'à quatre villes, car nous avons besoin de beaucoup de patinoires», a déclaré Bettman la semaine dernière à Sportsnet, ajoutant que trois matchs par jour par aréna pourraient être disputés.